

Octobre 2010

Une lutte à la croisée des chemins

Retour sur le « mouvement social » contre la réforme des retraites



Sommaire

L'activité du collectif Lieux Communs durant le mouvement	p. 3
Notes sur le mouvement social d'octobre 2010 (<i>analyse</i>)	p. 6
L'intersyndicale	p. 9
Les mouvementistes	p. 12
Le milieu radical	p. 14
Les lycéens de banlieue	p. 16
Une colère conjoncturelle	p. 19
La critique écologiste	p. 24
L'occasion ratée de la pénurie	p. 25
Égalité des revenus pour tout le monde (<i>tract</i>)	p. 30
Réunion publique du 10 novembre (<i>compte-rendu de débat</i>)	p. 34
Pour des assemblées générales autonomes (<i>tract</i>)	p. 41
Assemblées générales : école de démocratie ou terrain de jeux pour managers en herbe ? (<i>analyse</i>)	p. 46
L'apathie des participants aux AG	p. 48
L'élite des érudits	p. 50
L'élite des guerriers	p. 51
Débriefing des opérations de guerre	p. 54
Réunion publique du 11 février (<i>compte-rendu de débat</i>)	p. 57

Couverture : Banderole du collectif dans les rues de paris. Photo issue de la photothèque du mouvement social : <http://www.phototheque.org/photo/38351.html>

L'activité du collectif Lieux Communs durant le mouvement

Le collectif et ses sympathisants (en tout une quinzaine de personnes) se sont impliqués en tant que tels dans le mouvement en Ile-de-France depuis les premières manifestations de 2009, jusqu'à la fin réelle du mouvement à la mi-novembre 2010. Leurs activités a essentiellement consisté en une présence occasionnelle en des lieux de luttes (déchetteries d'Ivry et de St-Ouen, raffinerie de Grandpuits, quartiers de banlieues du nord de Paris) ou au moments d'actions ; des interventions fréquentes en assemblées générales interpro, radicales et étudiantes et une diffusion de tracts et brochures lors de chaque cortège parisien, sous une banderole. Les positions centrales qui étaient exprimées en toutes occasions étaient formulées dans les cinq tracts distribués en tout à plus de 12.000 exemplaires. Ils sont encore disponibles sur le site.

Une réunion publique s'est tenue le 10 novembre à Paris (certainement un peu tard pour une réelle réflexivité au cours d'un mouvement, et un peu tôt pour un réel bilan) qui a rassemblé une vingtaine de personnes autour de nos problématiques et de la réalité de terrain.

Le tract principal, ainsi que le slogan de la banderole, était « *Égalité des revenus pour tout le monde !* », dont l'objectif était de sortir de l'univers mental des revendications syndicales en reprenant ce vieux mot d'ordre du mouvement ouvrier. Il nous permettait d'orienter immédiatement les discussions selon trois axes : d'abord l'insertion de la question des retraites dans l'ensemble de la question salariale à travers l'absence de toute justification rationnelle à une quelconque hiérarchie des revenus ; ensuite, la nécessité de s'extirper du cadre de la société actuelle afin de poser l'ensemble des problèmes actuels sur un terrain où ils peuvent rencontrer un début de réponse ; enfin la possibilité de poser ainsi la question « écologique » d'une limitation de la consommation / production en échappant au piège de la

pauvreté imposée par les politiques d'austérité. Ce dernier point a été particulièrement débattu avec nombre de manifestants à la sensibilité « décroissante » qui militaient pour un « revenu garanti ». D'une manière générale, et du fait de l'aspect « parachuté » d'un tel mot d'ordre, la réception de cette idée a été particulièrement vive, qu'il s'agisse d'un rejet viscéral de tout ce qu'elle impliquait ou au contraire d'une adhésion immédiate – quelquefois spontanément concrétisée par un coup de main au tractage.

Le second tract écrit pour l'occasion était « *Pour des assemblées générales autonomes* », qui semble avoir été particulièrement bien reçu et discuté. Il s'agissait de poser les bases de notre lecture des AG, victimes d'un processus de monopolisation progressive et systématique du pouvoir qu'il nous semble possible de contrer en se réappropriant quelques dispositifs éprouvés et surtout en développant une volonté d'analyse permanente des phénomènes de groupe qui s'y déroulent.

D'autres textes, antérieurs, ont également été distribués :

- « *Post-scriptum sur l'identité nationale* » : il nous semblait important de faire un lien précis entre le développement du mouvement de l'automne et le « débat » qui a monopolisé l'espace médiatique plusieurs mois auparavant. La mise en question des mesures gouvernementales porte en elle le germe d'une société démocratique où les lois seraient créées, discutées et appliquées par le peuple lui-même : un tel projet, qu'on s'y reconnaisse ou qu'on le tienne pour nul, a laissé une trace importante dans l'histoire de France. Il nous semble que si l'on veut se référer à cette dernière en terme identitaire, c'est à l'application nationale d'un tel projet que nous pouvons porter attention, qui fonde une identité ouverte et un internationalisme concret.

- « *École, éducation, société autonome* » : s'il a cruellement manqué un texte destiné aux lycéens, ce tract permettait d'inclure, au sein d'un combat où la vieillesse était au centre, la question de la formation des nouvelles générations dans une société où la question du sens de l'existence individuelle ou collective se referme peu à peu sous les coups de boutoir du consumérisme, du divertissement et du conformisme.

- « *Crise économique et transformation sociale* » : il s'agissait de donner notre interprétation générale de la crise financière de 2007-2008 et de ses suites possibles : protectionnisme, austérité, écocratie et dislocation géopolitique ou réappropriation populaire de la marche de l'histoire.

Les brochures données ou vendues à prix libre étaient principalement « *Racines subjectives et logique du projet révolutionnaire* », « *Autogestion et hiérarchie* » de C. Castoriadis et « *Éléments pour une démarche politique* » de G. Fargette. Elles sont disponibles sur le site.

Force est de constater que si la réception de nos documents et interventions suscitaient souvent la curiosité ou l'intérêt (la fréquentation du site a par exemple plus que doublé), leurs effets visibles sont, sans être nuls, particulièrement faibles. Le bilan de nos activités reste à faire, tâche rendue d'autant plus difficile qu'à la faiblesse de nos effectifs répondent les tendances les plus lourdes de l'époque. Le cheminement de nos convictions est sinueux et souterrain, mais qu'elles parviennent à rencontrer et toucher quelques cœurs épris d'égalité, de justice et de liberté, et chacun des efforts que nous avons pu déployer en aura valu la peine - et rien n'aura été vain.

Le texte qui suit ne dit fondamentalement rien de nouveau : les faits comme leurs interprétations présentés ici sont connus. Nous nous tenons à ce qui nous semble être la *lucidité*, qui est encore la meilleure arme contre les illusions, l'impuissance, le désespoir. Pas plus nous ne visons l'objectivité ou l'exhaustivité : nous tentons de présenter ce qui nous paraît significatif, non au regard d'une humeur ou d'une quelconque science, mais en fonction d'un *projet historique* dans lequel nous nous reconnaissons, l'instauration par le peuple d'une démocratie *radicale* – ou directe ; une société où l'ordre ne serait plus imposé par une minorité dirigeante au nom d'une *autorité extérieure, séparée et inaccessible* – Dieu(x), Traditions, Nature, Lois de l'Histoire ou du Marché – mais où la liberté et la justice sont reconnues comme des questions *toujours ouvertes* et dont nous sommes tous directement *responsables* en tant que femmes et hommes dignes, libres et égaux (car c'est seulement à ce prix que nous le sommes effectivement). C'est de là que nous interrogeons le sens du mouvement d'octobre *autant* que de la société qui l'a produit. Ce sens n'est prédonné par rien ni par personne ; il ne dépend que de ce que les gens feront dans l'avenir. Nous parlons donc, autant que nous le pouvons, dans la perspective d'une *autonomie* individuelle et collective. Nous nous adressons donc en tant qu'égaux à des hommes capables de faire leur histoire, comme ils l'ont déjà faite dans le passé, et comme ils continuent de la faire, le sachant ou non. Enfin, ce n'est donc pas un bilan au sens propre : il aurait fallu pour cela un objet circonscrit, des critères admis, des objectifs clairs et des perspectives tracées. Mais c'est tout cela même qui fait question, au moins pour nous, au sein de ce qu'on appelle « le » mouvement social contemporain.

Commençons par la surprise qui saisirait un observateur naïf du mouvement d'octobre 2010 :

- ce mouvement était prévu depuis des mois, mais il n'a été préparé ni par les militants syndicaux de la base, ni par les autres milieux ;
- la situation sociale a rarement été aussi catastrophique, l'avenir aussi sombre, et les élites discréditées mais les débordements ont été plus que marginaux ;
- les manifestations ont été très suivies, mais les grèves ont été globalement très faibles et peu étendues malgré quelques secteurs très localisés et très déterminés ;
- le mouvement très syndical a été chapeauté par une exceptionnelle « unité » des grandes centrales mais s'est conclu par une cuisante défaite, qui ne semble pas les désavouer, bien au contraire ;
- enfin cette déroute exemplaire ne semble avoir finalement désespéré personne...

A la fois cause et conséquence de tout cela, un très fort *sentiment de répétition*, de *déjà-vu*, a parcouru les cortèges, les assemblées, les discussions de ce mois d'octobre. Il devient évident aux yeux de tous que ce que les « mouvements sociaux » d'il y a quinze ans pouvaient avoir de « nouveau » ou de subversif s'est évaporé ou est devenu un rouage routinier. L'altermondialisme qui a pu un temps bercer ces espoirs s'est avéré n'être finalement qu'un regain de volontarisme qui se nourrissait en partie de la disparition du repoussoir que constituait l'empire soviétique. Même victorieux comme en 2006, les « mouvements sociaux » ne semblent plus aujourd'hui dessiner une alternative à quelque niveau que ce soit. Il s'en dégage alors comme un *sentiment d'impuissance* à seulement endiguer, à grand peine, de temps en temps, et par des soubresauts laborieux, l'acharnement de l'oligarchie à découdre ce que des siècles de luttes étaient parvenu à établir contre tous les pouvoirs. Celui d'octobre n'ayant porté aucun espoir sérieux, c'est tout naturellement que l'on se réjouit qu'il ait seulement existé...

Les syndicats

Difficile, ici, de ne pas évoquer les responsabilités, certes limitées mais *massives* et dans tous les cas lamentables, des acteurs principaux, les syndicats.

Comme tous les « mouvements-veto » de ce type, la ligne officielle est toujours strictement défensive. Il s'agit avant tout de demander un *statu quo* et de proposer la société *telle qu'elle est* comme unique horizon et seule cause à défendre. La position est d'emblée intenable : elle plaide la cause du petit peuple auprès d'un État-monarque, sans rien redire sur le fondement même de son existence *indépendante* de ceux qu'il est censé servir. Et cela revient simplement à entériner les injustices criantes du fonctionnement actuel et donc à exclure d'emblée du mouvement des catégories qui auraient tout à gagner à un changement social radical. Mais il y a plus : les syndicats n'ont cette fois-ci *jamais demandé collectivement le retrait du projet de loi* : toutes leurs rododromades n'ont jamais eu d'autres objets que d'exiger l'ouverture de négociations avec le gouvernement. La position n'est pas anecdotique et confirme leur attitude durant le mouvement, où toutes les tactiques de sabotage semblent avoir été utilisées : absence totale de préparation préalable à la base afin de garder l'initiative ; organisation de *spectaculaires* « journées d'actions » et de « manifestations » espacées pour épuiser le mouvement et éviter d'avoir à généraliser les grèves (postiers, enseignants, RATP, etc. qui ont été totalement absents – on a parlé de « grève - RTT ») ; isolement des secteurs (hôpitaux, éboueurs,...) et régions (Marseille,...) mobilisés au profit d'un secteur unique « fer de lance » (les raffineries) sur lequel tout repose ; utilisation opportuniste de la rhétorique du « blocage » ; etc.

Devant le succès croissant et inattendu des défilés nationaux, les confédérations syndicales en ont fait l'essence même du mouvement, tout en testant un nouveau dispositif de sabotage, à la fois spectaculaire et invisible : la division systématique des manifestations en deux cortèges défilant à Paris dans des artères parallèles pour se rejoindre finalement décalés dans le temps, voire, quelquefois, déboucher à deux endroits différents – place des Invalides et place Vauban le 19 octobre.

Pathétique constat, *perpétuellement redécouvert*, chaque fois à nouveau frais par une « base » qui veut continuer à n'y voir que des dysfonctionnements : les centrales syndicales actuelles n'ont plus rien de commun avec leurs ancêtres du mouvement ouvrier de la fin du XIX^e siècle. Ceux-ci se voulaient, et ont été, de véritables contre-sociétés où bouillonnaient idées et initiatives, systématisant l'alphabétisation et l'éducation populaire. Ils ont ainsi constitué *pratiquement* le germe de ce qui est devenu après-guerre les grandes institutions de solidarités nationales, dont, faut-il le rappeler, le système des retraites

par répartition.... Bien entendu, celles-ci se sont largement dénaturées en se bureaucratisant, s'éloignant de l'esprit initial comme du peuple au point d'apparaître comme des institutions étrangères créées par l'État. Et aujourd'hui les centrales syndicales participent activement à la propagation de l'insignifiance au sein même des mouvements sociaux : slogans insipides à base de novlangue publicitaire, infâme bouillie de mots en guise de tracts, sonos assourdissantes crachant les dernières merdes commerciales (drague fourbe et démagogique auprès d'une jeunesse déjà biberonnée au spectacle et qui mériterait autre chose)... Ces centrales entretiennent par cette « *gay pridisation* » la quête infinie de reconnaissance identitaire, la méconnaissance absolue de l'histoire des mouvements d'émancipation, et l'évanescence quasi-totale des repères les plus élémentaires.

Les syndicats n'ont donc en rien échappé à ce processus où c'est la société *entière* qui est perçue par ses individus comme extérieure à eux, et dans laquelle il faudrait perpétuellement s'insérer, s'intégrer. Progressivement devenus des appareils bureaucratiques pratiquant le *lobbying* pour leurs seuls intérêts auprès des instances du pouvoir du moment, ils sont, *de fait et depuis longtemps*, un rouage totalement intégré au jeu institutionnel. Des guerres internes que se livrent les clans et les factions qui se disputent les postes et l'influence, les premières victimes sont évidemment les syndiqués eux-mêmes. Ces militants, souvent de bonne foi, ne voient alors d'autre alternative que de rallier la position trotskiste où la trahison des mauvaises directions explique les déroutes successives – argument que reprennent à profit les petits syndicats.

L'intersyndicale

Reste à constater que l'improbable « unité intersyndicale » qui a chapeauté le mouvement du début à la fin est due à une conjonction de facteurs.

- On peut citer tout simplement *la volonté de « la base » d'en découdre* avec l'arrogance du président par l'intermédiaire d'un « front commun » le plus durable possible quitte à revoir à la baisse les mots d'ordre et les modes d'action.

- Parallèlement, en refusant idéologiquement de jouer le jeu du « dialogue social », l'obstination gouvernementale a évidemment accompagné la formation de cette union contre nature.

- Dans le même sens, la loi sur la représentativité syndicale de 2007 a mis fin aux monopoles des grandes centrales : en instituant la concurrence entre chacun lors des élections, elle a incité à un *alignement conformiste* qui achève de faire des représentants syndicaux des candidats perpétuellement en campagne électorale.

- Enfin, roués à l'instrumentalisation des luttes et conscients du décalage entre une agitation populaire tangible et la rigidité de leurs directions, sans doute les syndicats ont-ils trouvé dans leur « unité » matière à contrôle. Car en ayant le monopole des préavis, l'intersyndicale est ainsi capable de mettre fin d'une seule voix à n'importe quelle grève, en la rendant illégale. Et c'est ce qui s'est effectivement passé le 7 novembre, sans parler de *l'étrange* fin de la mobilisation dans les raffineries.

Quoi qu'il en soit, et même si comme d'habitude ce sont des franges de syndiqués particulièrement motivés qui ont forcés les centrales à rentrer dans ce qui s'est avéré un petit rodéo syndical, l'intersyndicale a gardé le contrôle du mouvement du début à la fin. Certainement les appareils syndicaux ont-ils été les premiers surpris par l'ampleur inattendue des manifestations (même si les chiffres ont été exagérément gonflés de part et d'autre) : il n'en reste pas moins qu'ils sont parvenus à n'en rien faire d'autre que ce qui était annoncé, un baroud d'honneur.

Les partis

Notons également que personne dans le jeu politique n'avait intérêt à ce qu'il en soit autrement : les petits partis de gauche pouvaient bien gesticuler, ils sont depuis longtemps résignés à appeler à voter « socialistes » au second tour de 2012. Et le PS, quant à lui, qui se tient coi pour recueillir les miettes du pouvoir qui s'effrite mécaniquement, ne semblait avoir aucune envie de faire passer lui-même, une fois aux commandes, une réforme de toute manière dictée par les instances supranationales. Comme l'avaient déjà proclamés publiquement les décideurs inamovibles du parti, et notamment le probable candidat principal, Dominique Strauss-Kahn, bien familier des officines financières internationales, la liquidation au moins progressive de la retraite par répartition est *indiscutable*. De son côté, le chef de l'État a subi un fort discrédit, mais rien ne permet de conclure qu'il ne ressortira pas, à terme, renforcé par cette « épreuve de la rue » qui manquait à son image de petit chef mafieux.

Les media

Dans tout ce jeu insipide, les médias ont joué le leur, largement rodé depuis au moins le mouvement anti-CPE de 2006. Les militants s'y laissent encore avoir, persuadés qu'utiliser le « Système » médiatique est sans effet-retour, oubliant que les comités de rédaction restent avant tout des marchands au prise avec une clientèle. Et les leçons des bourdes de 1995 ont quand même été tirées. Ainsi on les a d'abord vus *accompagner sans retard* les prémises, rivalisant de « reportages » présentant les premières manifestations sous leur meilleur jour, donnant un large écho aux initiatives locales *qui ne demandaient que ça*. Les salles de rédaction vibrèrent donc de concert au fil de ce qui est finalement devenu des marronniers médiatiques : le rapport de force entre les syndicats et le gouvernement ; les multiples « questions de société » qu'il soulève ; les débordements autour des établissements scolaires de banlieue (minimisés : là aussi, leçons des émeutes de 2005...) ; la violence de la répression policière, le spectre du blocage du pays doublé de celui de la pénurie d'essence ; l'annonce sans doute trop insistante de l'entrée des étudiants dans la lutte, etc. La petite musique se changea au fil des semaines en refrain, puis tout bascula, comme il se doit, lors de l'adoption finale de la loi par le Parlement et le Sénat. En l'absence de nouvelles forces mobilisées, pourtant attendues, la fin du mouvement fut annoncée, *donc décrétée*.

L'actualité passa sans transition, le hasard faisant décidément bien les choses, de la singerie du remaniement gouvernemental aux gesticulations autour des primaires du PS. Puis les journalistes affrontèrent avec témérité une nouvelle menace de blocage qui pesait à présent sur le contribuable: la neige.

Le sentiment de mascarade n'a certainement jamais été aussi intense, chez tous les participants, dont l'absence d'espoir placé dans les mobilisations explique sans doute cette exceptionnelle absence de désespoir visible. Sans doute le terme *d'apathie* pour caractériser notre époque est ici particulièrement pertinent. Le mouvement d'octobre constitua le paroxysme de ce décalage saisissant entre la machinerie institutionnelle regroupant syndicats, gouvernement, partis et médias qui gagnaient tous à ce que ce mouvement soit mené *en bonne et due forme*, et une population dont la rage diffuse et croissante ne trouve aucun lieu ni aucun langage pour son expression. Ce chassé-croisé extraordinaire crée une situation grosse de régressions monumentales comme de nouvelle donne : Pour la population comme pour les militants, elle nécessite la

sortie des cadres de pensées et de pratiques pour la conquête d'une dimension proprement politique. Celle-ci ne pourrait se faire qu'à nouveaux frais - et personne n'en maîtrise les clefs. Si des tentatives existent en ce sens, bien peu prennent place dans le cadre d'un mouvement social. On peut essayer de caractériser quelques composantes, de manière nécessairement approximative mais nécessaire pour tenter d'y voir clair – ce qui semble aujourd'hui de la dernière effronterie. Elles se basent sur ce que les gens disent d'eux-mêmes, et font en situation, leurs options assumées ou non, bref tout ce qui peut contribuer à une auto-définition – toujours à la fois fuie et trouvée.

Les « mouvementistes »

Il y aurait, en premier lieu, l'ensemble très hétérogène de ceux qu'on peut appeler les « mouvementistes ». L'ensemble regrouperait militants syndicaux de base opposés ou critiques vis-à-vis de leurs centrales, salariés insatisfaits en grève et déterminés, jeunes travailleurs découvrant la lutte, précaires et chômeurs sans lieux privilégiés de rencontre et d'actions, gauchistes de terrains enrégimentés ou non dans un groupuscule quelconque, etc. Ils ont formé, comme à chaque mouvement, la frange la plus active et mobilisatrice, organisés à travers le pays sur une base territoriale, principalement en province comme l'ensemble des mouvements sociaux depuis dix ans. Confrontés à l'échec annoncé de la stratégie intersyndicale, ils se sont organisés tardivement en « AG interpro » (assemblées générales interprofessionnelles) – rebaptisées quelquefois « AG de ville » ou « citoyennes ». Leur objectif aurait été de constituer une sorte de comité central de grève anticipé, parallèlement aux syndicats.

Cette ambition à la fois tacite et affichée rappelle celle des coordinations de la seconde moitié des années 80. Mais les mouvementistes n'en ont plus les moyens et surtout ils en gardent la pire ambiguïté : l'impossibilité d'analyser clairement le fait syndical actuel. A l'époque, les coordinations avaient réussi à s'imposer comme interlocuteurs *incontournable* et leur volonté d'instrumentaliser les machines syndicales permettait d'espérer en l'émergence d'un autre type d'organe de lutte. Mais la guerre menée depuis à l'encontre de ces initiatives autonomes par les centrales (l'abcès de fixation créé par la lutte des raffineries et dépôts étant une stratégie parmi d'autres), l'apparition d'un syndicalisme « alternatif » (qui n'échappe déjà plus à la sclérose bureaucratique de ses

ânés) et par-dessus tout l'incapacité, aujourd'hui devenue anthropologique, de concevoir un collectif durable qui ne se mue pas à terme en bureaucratie, ont eu raison de ces coordinations qui apparaissent aujourd'hui comme des prolongements finissants de l'après-68.

Ces AG ont donc été le lieu d'un étrange et consternant chassé-croisé : les syndiqués y viennent convaincus (au moins instinctivement) de ne rien pouvoir faire pour convaincre leur direction sclérosée de se bouger, et ils rencontrent des militants persuadés qu'il faut absolument tenter de *convertir* les appareils syndicaux. De fait ces « AG interpro » mobilisent l'essentiel de leur énergie à cette tâche au point de ne rien pouvoir dire – ou faire – d'autre... L'ambition affichée de dépasser le monopole syndical s'est heurtée à l'absence de moyens et de volonté réelle d'en faire une critique radicale. Enfermées dans cette contradiction, les « interpro » se sont résignées au rôle d'auxiliaires turbulents, refuges volontaristes de militants impuissants. Aucun mot d'ordre, par exemple, soit le *requisit minima*, n'est venu gêner de quelques manières les manœuvres des bureaucraties syndicales. Il en résulta les pires caractéristiques des assemblées contemporaines :

- confusion extraordinaire imbriquée avec un désir viscéral de mener des échanges consensuels pour conserver un semblant d'unité ;
- rivalités groupusculaires et luttes d'influences au milieu d'une *majorité silencieuse* prise au piège d'une « contestation consentante » ;
- va-et-vient permanent et dilatoire entre des actions directes sans cohérence ni direction et des essais d'analyses encombrées de slogans incantatoires ;
- finalement, dissociation fondamentale entre les mots et les actes qui ne peut mener qu'à des poses aux prétentions démesurées, *bluffs* qu'internet démultiplie à distance.

Ces traits se répercutèrent, évidemment amplifiées, dans les quelques « AG des AG » organisées nationalement. Sans doute ces formes pourraient-elles constituer des ferments pour une société qui se réveille confrontée à une réelle paupérisation telle qu'elle se profile. Mais ces AG, aujourd'hui rituel vide d'une tradition morte, seraient alors rendues méconnaissables.

Sans moyens pour étendre les grèves, les « mouvementistes » reprirent le mot d'ordre de « blocage », pour tenter, à raison, de s'extraire de la centralité de la grève aux ordres et de l'emploi stable rendu rare. Mais si les pratiques sa-

lutaires qui y sont associées ne datent pas d'hier, le terme est malheureusement devenu un *mot-clef* qui semble se suffire à lui-même, et qui masque tous les effets éminemment ambivalents. Un des principaux est qu'un tel appel évite l'affrontement direct avec les bureaucraties syndicales, dont il n'est pas certain qu'il ne soit que tactique. Et de manière strictement complémentaire, les centrales syndicales l'utilisent à présent comme *substitut* pour éviter d'avoir à mobiliser les salariés fragilisés et / ou corporatistes rivaux à leur poste, qui risquent toujours, une fois mis en mouvement, de leur échapper. La « forme grève » est bien mal en point aujourd'hui, moins du fait des mesures coercitives ou de la fragilisation générale de l'emploi que de l'attitude globalement attentiste des salariés depuis un demi-siècle qui ne jouent plus le rôle de garde-fou des ambitions patronales. Bien entendu, la question de l'action d'ampleur pour la dépasser est d'autant plus ouverte que la frange précaire du salariat va grandissante. Reste que le projet d'obtenir une paralysie du pays par l'action directe n'est aujourd'hui qu'un fantasme verbeux qui feint d'ignorer la réalité territoriale, sociologique et policière de la France actuelle. Sans parler de la défiance de toute la population pour les démarches dites « révolutionnaires », *a fortiori* celles qui prétendent parler en son nom tout en cultivant un univers qui lui paraît aussi étranger que *baroque*. Bref, cette façon de formuler une « solution » aux terribles impasses de notre époque en constitue également une, qui permet d'éviter un auto-examen doctrinal douloureux. Dans le contexte idéologique actuel, la prolifération des termes militants comme celui « *blocage* » ou de « *résistance* » ne peut qu'inviter chacun à se demander « *de quoi* », « *à quoi* » et « *pour quoi* »...

Le milieu radical

Le même univers mental, bien plus concentré, irrigue le milieu radical. Nommé par le pouvoir « mouvance anarcho-autonome », ses frontières avec les « mouvementistes » sont très poreuses.

Il regroupe tout ce que le gauchisme a produit d'autoproclamé « radical » depuis quarante ans ; anarchistes individualistes, néo-ex-post-situationnistes, deuleuzo-foucaaldiens, féministes postmodernes, squatteurs des beaux quartiers, écologistes anti-industriel, etc. Fédéré par un insurrectionnalisme maïasant, ce petit entre-soi vit dans une apesanteur sociale qui ne lui permet pas d'avoir un impact politique tangible. Mais il constitue un aimant significatif pour une fraction de la jeunesse qui s'est éveillée à la chose politique sur fond

d'altermondialisme, et a vécu successivement les attentats du 11 septembre 2001, l'accession de Le Pen au second tour, les politiques Raffarin, le mouvement social de juin 2003, le mouvement lycéen et les émeutes de banlieue qui s'ensuivirent, le mouvement anti-CPE l'année suivante et enfin l'élection présidentielle et ses suites. Et le contexte de crise profonde ne peut que grossir leurs rangs.

Composé essentiellement d'étudiants très politisés, de jeunes en ruptures ainsi que de plus rares aînés, ces réseaux informels à l'immaturité foncière constituent un *repoussoir* pour tous ceux qui seraient tenté par un dépassement des formes actuelles de la vie politique et intellectuelle – et c'est à ce titre qu'ils sont évoqués ici.

Cohérents à un certain niveau, leurs discours millénaristes et leurs actions coup-de-poing durant le mouvement servent à réaffirmer pratiquement qu'ils n'ont rien à voir avec le *vulgum pecus* : à Paris par exemple, la tentative de blocage de gares de voyageurs (pour « *bloquer le capitalisme* » !) ou de pénétration dans l'Opéra-Bastille ont été des fiascos célébrés avec triomphalisme dans des communiqués hallucinés (au moins la *Bérézina* de l'occupation de l'EHESS en 2006 n'aura pas été reconduite). Leur tactique de provocation, qui consiste à se substituer aux « masses » pour l'initiative mais pas pour la répression, s'est totalement retourné contre eux : les gens, jusque dans leur propre rangs, les ont intuitivement assimilés aux forces de l'ordre, qui n'ont pas manqué d'user de la situation avec brio. Une telle posture pourrait permettre le passage à l'acte dans le cadre de manifestations sensibles à de possibles débordements, comme celles des étudiants anglais ou italiens de l'automne. Mais elle ne peut constituer d'issue aux révoltes violentes qui ne manqueront pas d'éclater dans les années qui viennent. Lorsqu'ils s'aperçoivent de leur inconsistance, c'est pour verser dans le réformisme le plus plat : on les a ainsi vus appeler à *financer* les opaques « caisses de grèves » des plus grands syndicats (qui délièrent miraculeusement à la fin du mouvement d'insoupçonnables bourses...). Leur avachissement idéologique répond à leur important *turn-over* et les condamne à ne rester qu'un rite de passage anthropologique pour une jeunesse souvent aisée mais transgressive qui ne s'égare si bien que pour mieux *arriver*, la trentaine pointant. Cette complémentarité, à la fois logique et temporelle, de la marginalité agitée et de la normalité blasée signe la fin d'une période historique où l'adolescence, alors brève, entraînait dans sa crise *tout l'imaginaire de sa société*.

On peut espérer qu'un ample mouvement populaire permettra un jour de se

réapproprié, *malgré eux*, la visée d'une transformation radicale de la société dont ils monopolisent les termes, en les dénaturant. Encore faudrait-il ne pas oublier que leurs auteurs-fétiches sont ceux qui ont émergé de l'après-68, *rationalisant son échec*. En attendant, les lycéens actifs durant ce mois d'octobre leur paieront certainement leur tribut.

Lycéens de banlieue

Il en va tout autrement de la jeunesse des banlieues, dont l'activité de la frange lycéenne et collégienne a été particulièrement remarquée, bien qu'indépendante et parallèle aux rythmes syndicaux. Car elle n'a été reliée, au grand désespoir des « radicaux » qui rêvent de s'adjoindre une telle force de frappe sans en avoir aucun moyen, que par des fils très ténus aux acteurs traditionnellement centraux du mouvement social. L'absence des enseignants, notamment, a brillé du même éclat que lors de la mobilisation des lycées d'il y a cinq ans. Les profs terrés dans leurs établissements pendant que leurs élèves tentent, dehors, de se heurter au monde, est une image qui caractérise autant ce que l'on entend par *éducation* aujourd'hui que l'état d'émiettement du corps social lui-même.

La mobilisation des scolarisés utilisa autant les dispositifs militants convenus (grève, piquets de grève, manifestation) que les formes émeutières pour finir par ressembler à des monômes médiévaux. En Seine Saint-Denis, les sacages de magasins et les affrontements de rue quotidiens avec les forces de l'ordre, toujours décomplexées dans un tel contexte (avec hélicoptère et flash-ball), ont été tus par les média une fois passé l'épisode précoce de Montreuil. La simultanéité d'un embrasement comme celui de novembre 2005 avec un mouvement social corseté aurait provoqué une situation inédite, aussi grosse de régression de part et d'autre que de possibilités nouvelles. Mais la profonde désorientation existentielle de cette jeunesse sans perspectives élevée dans *et pour* le consumérisme et, pour une part importante, issue de l'immigration, semble de plus en plus s'exprimer en terme nihilistes, consuméristes ou ethnique - et de moins en moins pouvoir se formuler en terme politique. Cette véritable, et seule, force populaire et *vivante*, sans horizon mais pas sans espoir, se heurte à l'univers souvent irréel et cérébral des militants. Le sentiment mutuel d'étrangeté est tel que leurs interactions avec les quelques étudiants mobilisés furent émaillés d'incidents, sans atteindre les épisodes de 2005 et 2006,

où des cortèges avaient été très violemment attaqués et, pour l'un, dissous. Ces événements avaient largement marqué les esprits des manifestants d'alors et ceux d'octobre prirent leurs précautions. En vain, puisque n'a pas été atteint ce point attirant où la liberté et l'extraordinaire de la situation fait relativiser les règles jusqu'ici admises. L'enjeu est évidemment d'importance pour l'avenir et le contexte d'austérité croissante ne peut que le rendre plus crucial encore. Mais le cloisonnement dramatique de la société tendrait à faire de ce milieu un allié, pour l'instant objectif, des pouvoirs en place - du moins tant que rien n'ouvrira un avenir qui ne peut être fait de camelotes sociales ou identitaires.

Fin des mouvements sociaux

Tout porte à croire que le mouvement d'octobre 2010 clôt la période ouverte quinze ans auparavant par celui de décembre 1995 et, étrangement, sur le même thème. Les mouvements sociaux buttent sur l'héritage du mouvement ouvrier, dont ils voudraient être les continuateurs, mais sans pouvoir / vouloir constater que l'élément vital qui en avait fait la force et l'inventivité est sérieusement brisé. Les tentatives de dépassement de la situation, que ce soit par les « mouvementistes », les « radicaux » ou une certaine jeunesse de banlieue, sont lourdement lestées par les grandes caractéristiques de l'époque, qui forment bien entendu système : repli sur la sphère privée et apathie de la population ; confusion idéologique sans précédent et absence totale de projet politique positif même intuitif ; modification profonde de la société, des liens qui y sont tissés, et du type d'être humain qui y est formé. Ces traits ne sont pas conjoncturels : ils proviennent directement (sans aucunement en découler logiquement) de l'expérience historique du derniers siècle. Si autant de militants feignent d'ignorer les uns comme les autres, c'est afin de maintenir leurs illusions à *n'importe quel prix*, y compris celui de la cohérence et de la lucidité et, par-dessus tout, celui de tout lien réel avec la population. Le marxisme a dégénéré en autant de variantes que de formes de résistances au constat de la faillite de ce qui s'est avéré être le quatrième grand monothéisme. Il n'en reste aujourd'hui que le squelette judéo-chrétien où « l'occident » incarne tout entier, et à lui seul, l'impossibilité des « dominés », qui ne sont que cela, à accéder à un bonheur dont rien ne pourrait être dit - sinon qu'il ressemble furieusement au mode de vie occidental actuel. De ce point de vue-là, mouvementistes, radicaux et jeunes de banlieue diffèrent moins que les apparences ne le laissent entrevoir : ils sont les produits de leur époque.

Les reliquats du marxisme vulgaire dont la gauche semble organiquement incapable de se déprendre servent à escamoter les changements capitaux survenus durant le XXe siècle. Évidemment partie prenante dans ce naufrage, elle refuse d'en prendre la mesure alors même que *leur prise de conscience s'est massivement installée dans les mentalités et les comportements de la population*. On ne peut ici que schématiquement les résumer, sous forme de trois constats :

- l'échec global des mouvements révolutionnaires, soit qu'ils aient été écrasés dans le sang soit qu'ils aient provoqués l'engendrement, aux quatre coins du globe, les *pires régimes* que l'humanité ait jamais connus ;

- le développement exponentiel de la techno-science, et de son imaginaire de *maîtrise rationnelle*, qui a porté la capacité de contrôle, de destruction et de déshumanisation à un point inégalé dans l'histoire et qui pénètre aujourd'hui toutes les sphères de la vie quotidienne ;

- enfin, *l'adhésion* profonde et active au mode de vie « occidental » qui se présente aux yeux du monde entier comme le mariage de la liberté effective et du fantasme de toute-puissance, soit la promesse de *l'illimité* à porté de tous.

Évolutions insoupçonnables au XIXe siècle, elles sont devenues des *évidences* au XXIe, pour qui refuse tout à la fois les discours publicitaires du spectacle officiel et le racket idéologique des organes officiels de la subversion. Il semblerait que le peuple ait à *recréer* entièrement la culture qui lui permettrait d'affronter avec un minimum d'espoir les politiques d'austérités qui se mettent en place – et dont rien ne permet d'estimer le terme. La notion de crise elle-même, qui sous-entend conflit, tension, basculement, semble avoir changé d'enjeu. Ce n'est pas que les classes sociales aient disparu : c'est plutôt qu'elles ne polarisent plus deux univers en contradiction. L'alignement social, politique, culturel sur un modèle *insipide* à multiples facettes mais finalement unique, auquel tout le monde cherche à accéder est un signe criant d'un effondrement général d'un projet collectif, des valeurs qui y sont attachées, et d'un sens communément partagé. Ainsi l'incapacité ahurissante qu'a eu le gratin politico-intellectuel de « gauche » autant que les cercles militants à répondre à la manipulation gouvernementale qu'a représenté le funeste « débat » sur « l'identité nationale ». Leur impossibilité atavique à appréhender l'ampleur de la *crise anthropologique* que nous vivons en est un signe - et l'accompagne.

Une colère conjoncturelle

Ce qui a pu chercher à s'exprimer dans ce mouvement n'est *a priori* pas très difficile à cerner ; il suffit de lister l'actualité française des derniers mois, des suicides à *France-Télécom* au « débat » sur l'identité nationale, des séquestrations de patrons à l'omniprésence du discours sécuritaire, de l'annonce de profits et bénéfices indécents à l'humiliation de l'équipe nationale de foot, et tout dernièrement, l'expulsion des Roms, et, entre autres « scandales » (*Clearstream, Karachi, ...*) et encore plus directement, l'affaire Woerth qui concernait le ministre en charge de la réforme des retraites... Rarement la morgue et le mépris ont été aussi ostentatoires chez un gouvernement, tandis que les conditions de vie et de travail se dégradent progressivement depuis des décennies. Bien entendu c'est tout naturellement que l'épouvantail national, M. Sarkozy sur lequel la gauche aime tant gloser – et pour cause – concentre sur lui toutes les haines et les ressentiments.

Un vertige anthropologique

La question des retraites est ainsi hautement significative, de plusieurs points de vue. Retenons-en un, le plus radical : il y est question du traitement de la vieillesse, qui est sans doute une des caractéristiques fondamentales de l'humanité puisqu'elle sous-tend, pour une société, la capacité à transmettre d'une génération à l'autre la connaissance acquise le long d'une existence, soit la culture. Bien entendu la gérontocratie est également une des bases des ordres traditionnels, religieux, conservateurs, bref *hétéronomes* dans l'histoire. Mais la considération pour l'expérience n'est *en rien* une aliénation nécessaire : on sait par exemple le rôle central d'un vécu transmis entre classes d'âge dans les longues et multiformes pratiques quotidiennes du mouvement ouvrier. Ici encore, la loi – la fameuse « réforme des retraites » - ne vient qu'entériner un état de fait constaté depuis longtemps : que la vieillesse dans notre société n'a plus lieu d'être, reléguée comme le passé et l'histoire à une place marginale, Zone honnie, par un faisceau convergent de phénomènes *a priori* séparés, qui en sont autant les causes que les conséquences : effondrement des fondements des connaissances à transmettre ; développement exponentiel des techniques médicales ; stockage de tout le savoir humain parcellisé dans les réseaux informatisés ; jeunisme perpétuel matraqué par les industries de la propagande et du divertissement ; etc.

Faire disparaître la vieillesse, dans des mouiroirs ou dans les Pôles-emploi, dans les cosmétiques ou le langage, peut (et doit dans une certaine mesure) être interprété comme une course à la productivité et au rendement *a court terme*. Mais il faut comprendre et celle-ci, et ceux-là, et ce qui les rend envisageables aujourd'hui – et pas hier, désirables par certains, et tolérés *de fait* par tous.

Derrière la vieillesse, c'est la solitude, c'est la maladie, c'est l'angoisse, que l'on évacue. C'est tout ce qui marque *les limites* et, finalement, *la limite* de l'existence qui est dénié, au profit d'une liberté conçue non comme l'invention de ses propres bornes, mais comme leur absence *totale*. Il y a en filigrane certainement la plus souterraine, la plus massive et la plus terrible tendance de l'évolution de la civilisation occidentale, la plus formidable transformation qu'aucune société humaine n'ait vécu : *la mort de la mort*, la disparition sensible de toute conscience de la mortalité, de la finitude et de tout ce qui lui est lié et peut lui donner sens, soit, de proche en proche, de toute l'institution humaine. Pour le dire simplement : la mort ne se dit plus, ne se vit plus, n'est plus là, symboliquement dans aucun lieu, aucun temps, aucune figure (fût-ce celle du néant), *donc* n'existe plus, fantasmatiquement. En retour elle sourd bien entendu de partout, surgissant à chaque instant et à toute occasion, chacun vivant sous la menace indicible d'un danger inconnu, ouvrant grand les portes de la peur du voisin, de l'avenir, de l'obsession de la violence et de la demande de protection.

C'est bien *cela* la petite monnaie de l'alliance objective entre les mafias au pouvoir et le banditisme nihiliste, ou encore de la dérive catastrophiste de l'écologie contemporaine. Et il est clair que les mécanismes capitalistes, ou en tous cas la poussée vers l'accumulation illimitée, la recherche infinie de puissance, l'expansion de la volonté de maîtrise, sont ici pleinement à l'œuvre : certes dans la formation de l'être humain d'aujourd'hui qui ne tolère plus d'être pris au dépourvu, au contact de l'inconnu, et croit se réfugier dans le cynisme – mais aussi dans la trivialité d'une réforme des retraites qui s'échine à détruire des organes de solidarité issus, mais déconnectés, d'un des plus grands mouvements d'émancipation que l'humanité ait connu.

En toile de fond, évidemment, la crise dite « économique » qui semble refermer la période de transition qui nous séparait de la fin des « trente glorieuses » et qui interdit pour longtemps, chacun le sait, tout retour à cet « âge

d'or » de toutes les gauches. Simultanément vécue comme une calamité naturelle passagère et un obscène racket organisé par les spéculations mondiales, elle participe silencieusement depuis une génération à l'érosion de tout l'édifice social, essentiellement axé autour de l'accès au pouvoir et à la consommation. Le constat n'est pas nouveau, il avait déjà été énoncé en 1995, et rejoint des considérations anthropologiques plus profondes : ce qui met en mouvement n'est pas la contestation du pouvoir en lui-même, mais les abus qu'il commet *et qui sont vécus comme tels*. Le double phénomène, auto-entretenu, de la bureaucratisation générale de toutes les institutions *et* de désengagement général de la population des affaires publiques, fait apparaître cette société comme étrangère, extérieure, obéissant à des règles venues d'on ne sait où. On retrouve là des conditions sociales *pacifiées* qui prévalaient dans les sociétés traditionnelles, qui n'étaient nullement déchirées *en leur sein* comme le fut l'occident pendant au moins deux siècles. Aucun mouvement social contemporain n'a donc remis en cause la société telle qu'elle est : il conteste le prix du consentement tacite de chacun à l'ordre des choses, négocie le montant de l'acceptation de la vie dans cette société *étrangère*, qui devient, ou apparaît alors, trop élevé.

Contrat social miné

Mais ce principe de contrat est triplement miné.

D'abord et simplement par la dynamique des oligarchies mondiales, qui ne rencontre plus *aucune force sociale conséquente* depuis trente ou quarante ans pour s'opposer à leurs projets de mise à sac de toutes les richesses naturelles, culturelles ou humaines. Les peuples sont laissés à la merci des puissants depuis la disparition du mouvement ouvrier, évident depuis la pulvérisation des fallaces marxistes-léninistes qui l'avaient vérolé mais décelable dès l'après-guerre, puis l'affaîssemment des combats de moindre ampleur qui auraient pu en prendre le relais – féminisme, décolonisation, écologistes. Des révoltes locales ou des embrasements généraux, des révolutions mêmes sont largement possibles et même prévisibles dans ce contexte. Mais chacun sait que, sans un réveil que seul une mobilisation massive rendrait tangible, le chaos est aujourd'hui plus probable que l'instauration d'une société fraternelle. En conséquence la posture insurrectionnelle que sous-tend tout mouvement social n'est actuellement qu'une pose, que les dominants actuels ne feignent même plus de prendre au sérieux.

Ensuite, et de manière bien plus prégnante, le contrat implicite est miné par la *dégradation* de l'existence humaine. Ses ressorts sont beaucoup plus profonds que la guerre sociale menée par les dominants, qui n'en est qu'une expression. Il est question ici de la disparition du sens de la vie, pour dire les choses simplement, de la joie de vivre, du plaisir d'habiter au sein d'un peuple, de la force tirée individuellement d'une identité et d'un projet *collectifs*, de l'élan d'une communauté qui s'enrichit de chaque nouveau membre qui y trouve sa place. Cette *tabula rasa* de ces fondements millénaires génèrent une angoisse et une souffrance qui imprègnent tellement l'air que l'on respire qu'elles ne sont même plus niées. Tout au contraire, elles sont présentées comme la *contrepartie* de la liberté de l'« individualisme ». Or ce qui est vu et vécu par chacun au fond de son être n'est pas une crise permanente due à un type d'individu qui aurait à faire des choix douloureux en toute responsabilité, c'est au contraire un avachissement dû à l'impossibilité de répondre d'une existence moulée dans un *conformisme* qui n'assume même pas ses propres valeurs, contrairement aux traditions, us et coutumes d'autrefois.

Tout cela est enseveli sous l'amoncellement de bibelots, de jeux et de divertissement qui ne durent qu'un temps, malgré, ou parce que, hautement technologisés. Ils nécessitent un accroissement de dose, tout en délabrant les relations familiales, l'engagement politique ou les vocations professionnelles. Cela non plus n'est pas nouveau, et a été explicitement dénoncé - en Mai 68 par exemple. *A contrario*, les mouvements sociaux contemporains se battent pour le maintien de la société de consommation qui, en sa dynamique propre, ne peut que produire des individus insatisfaits, immatures, dépendants, en manque. Leurs réactions aux politiques de rigueur en cours sont - le développement des appareils policiers l'anticipe - pour le moins imprévisibles.

La fin d'un monde

Enfin, et cela est certainement historiquement « nouveau », le contrat entre l'État et la population est minée par d'autres tendances lourdes qu'on peut rassembler sous le triptyque « Nature / Environnement / Écologie ». Tout ce qu'on entend sous cette notion a rencontré un succès *explosif* depuis les années 80 - qui n'est pas « écolo » ? - et charrie, ou annexe, tout un ensemble d'idées, de postures, de mentalités extraordinairement ambivalentes : aliments « bio », voitures « vertes », air « pur », médecines « douces », énergies « propres », matériaux « sains », préservation de la biodiversité, etc. Tout ce qui s'y

rapporte est *autant* une simple exacerbation du « souci de soi » hyper-contemporain (santé, hygiène, personnalité, finance, cadre de vie, ...) qu'une réelle appropriation des problématiques mondiales : le passage de l'un à l'autre est permanent. Pour s'en tenir juste au terrain politique, cela va des « décroissants » autogestionnaires aux authentiques fascistes obsédés par la *pureté* du sol, du sang, de la culture, en passant évidemment par le développement durable gouvernemental, les grandes industries en plein *greenwashing*, les entrepreneurs du « bio », les idéologies technophiles ou le primitivisme néo-rural... Ce qui surnage confusément, et en lien avec le « développement » effectif de certains pays des l'ex-« tiers-monde », c'est que le mode de vie occidental auquel aspire tous les pays n'est ni généralisable ni, surtout, *viable*. Ce qui s'instille massivement dans la conscience, c'est ce sentiment diffus que, par ce biais présenté comme incontestable, se referme *inexorablement* l'accès à la « société de consommation » qui a polarisé une bonne partie des luttes depuis des décennies. Mais, bien plus, que la situation de la planète devient partout très problématique, voire absolument cauchemardesque pour ces fameuses « générations futures ». Comme on dit, « *on a mangé notre pain blanc* », Sarkozy ou pas. La certitude qu'ont les parents actuels (ou grands-parents) que leurs enfants vivront « moins bien » qu'eux crée un malaise d'autant plus profond qu'ils savent pertinemment qu'ils n'y peuvent strictement rien, *au moins pour une large part*. Déterminer *laquelle* est bien tout l'enjeu de la question présente que l'époque semble s'échiner à rendre inextricable.

Rage contre un président arrogant, un gouvernement offensif digne représentant de l'oligarchie mondiale corrompue et cynique mais aussi ressentiment et angoisse face à une société qui s'effrite de partout, peu à peu de par sa dynamique propre, et qui rend l'abondance matérielle pour tous de moins en moins possible par son pillage et la destruction des ressources naturelles – tout cela s'exprime contradictoirement dans les ambiances des cortèges des manifestations, et dans le désarroi que provoque toutes discussions politiques sérieuses sur le sujet. Celles-ci dérivent spontanément et très vite vers des considérations sur la raréfaction de l'eau potable, la surpopulation et les crises alimentaires, le réchauffement climatique, ... Il est vrai que l'été précédent était dominé par une actualité « écologique » particulièrement sombre : la plus grande marée noire de l'histoire dans le golfe du Mexique, canicule et incendies spectaculaires en Russie, inondations diluviennes au Pakistan, sans parler des orages et crues hexagonales qui semblent en une nuit mettre sens dessus des-

sous une des plus grandes puissances mondiales. Tout cela dépasse bien entendu de très loin la question des retraites et en même temps s'y ramène d'une certaine manière, ou en tous cas s'y confine, le temps d'un conflit social. Mais, là, ces questions sont *soigneusement* tuées, alors mêmes qu'elles affleurent ailleurs en permanence.

Critique écologiste

Rien ne montre mieux l'effondrement permanent de tout ce qui se dit « de gauche » que l'argumentaire utilisé pour contrer le projet de loi sur les retraites : ramenant toute l'affaire à un calcul gestionnaire, il démontrait brillamment qu'il *suffisait* de maintenir une croissance à 2 % durant les cinquante prochaines années pour maintenir le système de retraite par répartition... Comment dire plus clairement l'adhésion aux fondamentaux de cette société hiérarchisée, consumériste et dépressive que cette nostalgie de l'essor capitaliste de l'après-guerre, cette crispation aveugle sur un *statu quo ante* ? Le plus frappant n'est certes pas cette paralysie mentale qui couvre une addiction qu'on dirait organique à la société de consommation, et qui a été formulée il y a des décennies : c'est plutôt l'incapacité, pour ceux qui en sont convaincus, et ils sont nombreux, à affirmer et à faire valoir des positions alternatives dans le cadre d'une mobilisation collective.

Il est très significatif que les seuls à tenter de le faire soient certains écologistes, parmi les plus radicaux et pas nécessairement encartés, c'est-à-dire ceux qui vont chercher dans les contraintes *extérieures* la légitimité nécessaire pour transformer la société. Autrement dit, ceux qui font valoir plus volontiers que « *ce n'est matériellement pas possible* » - plutôt que « *nous n'en voulons pas* »... Et il est encore plus significatif qu'ils n'aient *aucune visibilité* lors d'un mouvement social tel que celui d'octobre. Il est vrai que les positions fondamentales de la plupart des jeunes militants de ces nombreux milieux n'ont plus rien de commun avec celles qui découlaient d'une (auto-)formation politique comme il en existait il y a encore vingt ans. C'est évidemment tout un héritage qui remonte au moins aux Lumières qui ne se transmet tout simplement *plus*, au profit d'un souci quasi-exclusif, ou en tous cas premier, de la sauvegarde de la biosphère. Peut-être cela constitue-t-il aujourd'hui *la seule sortie* praticable du marécage auto-entretenu que représente les absurdités gauchisantes. Mais, en se débarrassant de ce qui a effectivement largement contribué à tuer les

mouvements d'émancipation du XXe siècle (ouvrier, régionaliste, féministe, écologiste, jeunes, minorités ethniques), ce sont les critères de jugement politique et sociaux les plus élémentaires qui se dissipent. Les revendications écologistes sur la question des retraites, lorsqu'elles existent, soit reconduisent toute la mécanique usée du marxisme-léninisme approximatif (volontarisme, économisme, scientisme,...) en s'alignant *grosso modo* sur les positions syndicales, soit ne font qu'entériner les phénomènes massifs de dépolitisation, comme, par exemple, la proposition, récupérée avant même d'avoir été subversive, d'un revenu garanti. Pourtant, rarement mouvement social aura-t-il été une telle occasion de poser la question des fondements *matériels* de cette société.

L'occasion ratée de la « pénurie »

Qu'aurait été en effet le mouvement d'octobre 2010 sans la grève partielle et les tentatives de blocages des raffineries et des dépôts ? Certainement bien moins encore que le mouvement de juin 2003 sans les enseignants. Comme à l'époque, les syndicats ont annexé et dissous une lutte certes restreinte mais révélatrice d'une incapacité de la société actuelle à répondre au problème posé, avec la participation mitigée mais active des intéressés. Car la mobilisation commencée dans les ports six mois avant la rentrée ne portait pas sur la réforme des retraites : elle remettait en cause le *démantèlement* de l'activité de raffinage en France, au profit de nouvelles usines au plus près des sources d'extractions, notamment en Arabie saoudite, où les coûteuses normes environnementales sont quasi-inexistantes. Derrière la grève et le blocage des terminaux pétroliers se posait donc en toile de fond toute la politique énergétique et *écologique* européenne, voire *mondiale*, depuis la première crise pétrolière, soit certainement une des plus grandes transformations de l'histoire d'un occident dont l'opulence s'est physiquement bâtie sur une matière première qui aujourd'hui vient à manquer. Considérer que le « système trouvera bien une solution », c'est déclarer forfait à l'avance devant le prix qu'il faudra de toute façon payer lors de ce bouleversement que l'oligarchie gèrera sans partage. Mais c'est surtout rationaliser une crainte animale en omettant de voir que la spécificité culturelle essentielle de cette région du monde (dite occidentale) depuis le haut moyen-âge était sa *capacité à s'auto-transformer* et que rien ne garantit le maintien de cette dernière. Tout indique au contraire son évanescence depuis une cinquantaine d'années. C'est bien cela qu'illustre le fait qu'il n'y ait eu au-

cune place lors du mouvement des raffineries et dépôts pour poser la question du levier de l'action lui-même, le pétrole. Cela aurait pu se faire en visant une réappropriation populaire de la source d'énergie principale du pays en commençant par le contrôle des établissements, entreprises, institutions à alimenter en carburant. Bien entendu, l'intériorisation de la mainmise syndicale, ainsi qu'un large, mais éminemment ambigu, soutien de la population (moral mais aussi financier et quelquefois physique) a empêché que l'idée soit seulement émise. Et c'est bien la préfecture qui a décrété les secteurs prioritaires où devaient être acheminées les camions-citernes.

Dire qu'il est utopique de chercher à établir un tel embryon de contrôle démocratique sur les flux intérieurs de matière première, (en attendant d'en poser pratiquement tous les enjeux sociaux et écologiques, sans parler des monumentales questions géopolitiques) revient à prendre le problème à l'envers : cela n'a même pas été évoqué parce que non seulement personne ne croit *réellement* à la possibilité de le faire mais, tout autant, chacun *se refuse délibérément à croire* à la fin déjà palpable de cet or noir sur lequel la société de consommation repose mécaniquement. D'une manière moindre mais analogue, et de l'autre côté, même si la situation en France n'atteint pas les dimensions prises en Grèce ou en Italie, la grève des éboueurs et déchetteries porte sur la *première véritable production* de nos sociétés : les ordures, loin devant l'agroalimentaire ou le divertissement. Sans cesse dérobée au regard, leur accumulation ostentatoire à l'occasion de ces luttes montre non seulement l'énorme *travail humain* investi dans l'économie du déchet, mais dévoile ce qu'est le consumérisme : non une recherche de confort, mais l'entretien d'une voracité angoissée par le renouvellement incessant d'objets à obsolescence incorporée.

Le même constat peut être dressé à l'autre bout de la production, chez les consommateurs : la perspective d'une pénurie, même relative, brandie à dessein *par chacune des parties*, n'a jamais été l'enjeu explicite d'une remise en cause quelconque de l'hystérie quotidienne. Faisons abstraction des possibilités évidentes qu'avait le gouvernement de pallier à un quelconque manque de fioul, d'essence, etc. Il paraît évident que les soutiens aux raffineries auraient fondus au rythme du tarissement de la circulation automobile... La question du devenir d'un mouvement social *qui ne s'arrêterait pas* par l'abandon d'une des parties, est ici cruciale et met à nu autant les illusions gauchistes que la vie plébiscitée par la population.

Pourtant, la véritable addiction de cette dernière ne pourra être dépassée que de deux manières : la première, qui se profile évidemment, est celle d'une hausse progressive ou brutale des prix, comme cela s'est produit, curieusement, dans les mois qui ont immédiatement précédés la crise « financière », et comme cela se produira dès qu'un semblant de « reprise économique » se produira. Il est évident que c'est le principal scénario d'entrée dans une phase politique autoritaire comme l'occident en a perdu le souvenir. Les politiques d'austérité qui se mettent progressivement en place en sont certainement les signes annonciateurs. La seconde manière est justement le contexte de ce mois d'octobre 2010, et a été totalement évacuée. Pourtant de nombreuses réflexions en ce sens se faisaient entendre dans des milieux populaires que l'on ne soupçonnait pas – et à l'entrée de l'hiver...

Sans doute vient-on de vivre *collectivement* pour la première fois, cette alternative. Peut-être une telle occasion se représentera-t-elle? Mais il faudrait, pour y faire face, retrouver toute une *socialité* que le dernier siècle a progressivement effritée, une entraide spontanée au travail, une solidarité organique dans les quartiers, en famille et dans la rue, qui est à l'opposé exact du fantasme d'autarcie que véhicule l'actuel « égologisme » diffus. Le terme de *réinventer* serait plus adéquat, puisque ce qui a disparu dans les villes, et qui a fondé ce qu'on a appelé la *conscience de classe*, puisait dans le fond anthropologique des campagnes françaises traditionnelles – et pas, bien entendu, dans le principe des chaînes de montage... Peut-être l'immigration actuelle pourrait-elle jouer le rôle de l'exode rural d'alors, et nourrir la réapparition et la propagation d'une *common decency* - sans laquelle aucune crise, aussi profonde soit-elle, ne peut prendre de sens politique ? Et la culture « écolo-bio-bobo » constituer le germe d'une nouvelle conscience politique populaire qui viserait l'égalité pour *tous* ? On mesure ici à quel point les tendances actuelles prises dans leur globalité semblent, en tous points, exactement contraires à de telles perspectives...

Ce mouvement creuse l'écart entre deux grands bouleversements de la seconde moitié du XXe siècle qui s'entrecroisent : la disparition du mouvement ouvrier, visible dans les formes creuses des dispositifs militants contemporains, qui ne touchent plus que par une tradition irrémédiablement perdue, et l'émergence, *historiquement fulgurante*, du courant « écologique » dans les mentalités contemporaines, et qui s'enracine dans le vécu le plus quotidien. Les deux, pris radicalement, sapent les fondements les plus enracinés de la société hiérarchique et productiviste : le drame de l'époque est d'entériner leurs évolutions *en les rendant antagoniques*. L'enjeu n'a rien d'intellectuel et ne peut se réduire à une combinatoire de « critiques » qui s'accoupleront bien un jour : le mouvement ouvrier a été tué, entre autre, par l'invention de la société de consommation auquel il a contribué. Le courant « écologique », si ambivalent, si ambigu a de grande chance de l'être par l'instauration progressive ou brutale d'une paupérisation organisée par un régime se proposant de gérer, sans conteste, la pénurie.

On pourrait objecter qu'une dictature « verte » imposant - pour certains ! - l'austérité *ad vitam aeternam* ne pallierait jamais aux catastrophes écologiques en cours et *ne pourrait donc pas advenir*. Mais cela revient à croire que le consumérisme débridé de l'après-guerre a aboli la domination sociale que dénonçait le mouvement ouvrier.

Représentatif à l'extrême des occasions ratées par les mouvements sociaux, celui d'octobre 2010 était à la croisée des chemins : leur imaginaire momifié, étroitement entrelacé à celui de la société contemporaine, ne pourra qu'accompagner le naufrage chaotique de celle-ci. Ils se réclament d'un courant qui appartient à un monde qui a disparu, sans arriver à voir celui qui arrive. Et la prise de conscience des limites *physiques* de la planète, quant à elle, ne se fonde que trop facilement dans les discours de la rareté, de la rigueur, et de l'austérité que les oligarchies mondiales (pseudo-libérales ou pseudo-marxistes) reprendront progressivement pour perpétuer leur règne. L'enjeu ne peut être surestimé : il exige de comprendre la fidélité à l'incalculable expérience des mouvements d'émancipation des siècles passés non comme l'entretien de

braises froides, mais comme la relation, perpétuellement réinventée, à une culture vivante et toujours en commencement. C'est tout l'enjeu des troubles qui s'annoncent aujourd'hui aux quatre coins de la planète et auxquels appartiennent en plein les bouleversements qui se déroulent, à l'heure de cette conclusion, au Maghreb et au Moyen-orient. Ils peuvent être les signes éclatants d'un affrontement aux épreuves qui s'imposent aujourd'hui à toute l'humanité - mais aussi les foyers du chaos qui s'avance. Ici comme ailleurs, c'est ce que nous voulons être et faire qui a besoin de nous, certainement pas tout ce qui fait que nous en soyons arrivés *là*.

**Collectif Lieux Communs,
novembre 2010 – janvier 2011
(relu en mars)**

Égalité des revenus pour tout le monde !

(Tract distribué à 5.000 exemplaires lors des manifestations parisiennes)

La réforme des retraites imposée par le gouvernement n'est pas seulement injuste, aberrante et inutile : elle est ignoble parce qu'elle fait de la vieillesse, de l'expérience de la vie, de la sagesse du passé, un handicap improductif trop cher à entretenir. Les vieux rejoignent ainsi la foule grandissante des « gens en trop », les jeunes, les immigrés, les chômeurs, les anormaux, les pauvres, les sur-qualifiés, les sous-qualifiés, etc. La société actuelle est en train d'exclure la majorité de la population au nom d'une logique économique qui ne rencontre plus de résistance sociale effective.

***Contre l'idéologie nauséabonde
qui voudrait éliminer « les gens en trop »...***

Il existe une catégorie sociale qui devrait se demander si elle n'est pas de trop : C'est celle des oligarques au pouvoir qui nous entraînent dans cette dérive où la vie humaine a de moins en moins de sens. Face à leurs choix cyniques, il n'y a pas à discuter chiffons ou pourcentage : il nous faut imposer les principes d'une société digne, qui fasse place à chacun(e), qui produise en fonction de ses besoins et désirs, une société ouverte qui fasse profondément sens pour tou(te)s et dans laquelle chacun(e) pourrait s'impliquer activement. Une société où l'argent devienne un simple moyen d'échanger des produits, et non un levier de pression pour contraindre les gens à se soumettre à un ordre inique et suicidaire.

***...nous pouvons nous opposer
à la régression historique que nous vivons.***

En quarante ans, le pays est passé d'une situation de plein emploi à un taux de chômage affectant près d'un quart de la population (radiés, pré-

caires, intermittents). Le chômage n'a pas été une fatalité : Il a au contraire été sciemment instrumentalisé par l'oligarchie pour accroître ses richesses et ses privilèges au détriment de tout le monde. L'apparition du chômage de masse, le désarroi qu'il a causé dans les milieux populaires, l'absence de riposte collective conséquente sur cette question, ont contribué à répandre à l'ensemble des couches sociales la mentalité du *chacun-pour-soi* qui jusqu'alors se limitait aux sphères hiérarchiques. L'intégration de cette mentalité par les salariés est une aubaine pour les capitalistes. Derrière l'illusion qu'elle traite chacun comme quelqu'un de « spécial », comme un cas particulier, s'installe l'arbitraire le plus absolu.

Il y a quinze ans, les « cas particuliers » étaient encore de grands pans de l'activité économique. En 1994, le gouvernement Balladur a modifié le régime de retraites du secteur privé en laissant de côté la fonction publique et des régimes spéciaux. Mais aujourd'hui, le gouvernement promet vaguement de prévoir quelques aménagements pour des « cas particuliers » qui concernent, au mieux, quelques dizaines de milliers de travailleurs. De résignation en défaite, on se rapproche singulièrement du rêve patronal : la négociation des retraites, *comme de tout le reste*, au cas par cas, face au salarié seul, et suivant des critères qui auront de plus en plus à voir avec l'appréciation personnelle et hautement subjective du patron.

***Derrière le chacun pour soi,
l'arbitraire généralisé à toute la société...***

L'arbitraire est le pire critère possible. Mais cela ne nous dispense pas de questionner ceux qui permettaient de justifier des salaires et des pensions avant la crise (la « compétence », le « talent », la « difficulté » du travail ou les « responsabilités » qu'il induit). Ces critères paraissent plus légitimes mais ils ne sont pas plus objectifs... Par exemple, pourquoi la responsabilité d'un paysan, dont dépend la santé de milliers de personnes, est-elle moins reconnue en terme de revenus que celle d'un chef d'entreprise ? Quel sens cela a de dire que la compétence d'un bon chirurgien vaut exactement autant – ou plus, ou moins – que celle d'un bon ingénieur ? Et pourquoi ne vaut-elle pas exactement autant que celle d'un bon conducteur de train ou d'un bon instituteur ? Ce genre de questions peut entraîner des discussions sans fin sans que se dégage l'ombre d'un critère objectif : les critères de chacun sont fonction du modèle de société qu'il a en tête.

*...mais toutes les différences de revenus
sont injustes et injustifiables.*

Chacun(e) d'entre nous fait partie de la société, et peut y trouver sa place. Une collectivité n'est pas une machine dont certaines pièces sont inutiles pour son fonctionnement : elle est une œuvre à laquelle chacun(e) participe, de sa naissance à sa mort. Recevoir en héritage tout le savoir accumulé par l'humanité au cours des siècles, et donner en retour le meilleur de soi n'est pas compatible avec le « marche ou crève » qu'impose la société actuelle, ni avec la disparition des ressources naturelles. Promouvoir l'égalité stricte de tous les revenus, quelle que soit l'activité, c'est abolir cette obsession de l'accumulation et libérer la créativité humaine. Cela exige bien entendu que la signification du travail change du tout au tout, ainsi que la définition et la répartition des tâches : chaque travailleur devrait pouvoir se reconnaître dans une activité choisie librement et être reconnu en retour par la collectivité. Les éventuelles fonctions ingrates inéliminables seraient assurées à tout de rôle.

Actuellement, la part de la richesse nationale qui va aux capitalistes ne cesse de s'accroître, et l'utilisation qu'ils en font détermine la société qu'ils imposent. L'activité économique est aujourd'hui entièrement tournée vers la surproduction infinie de produits polluants à durée de vie de plus en plus courte, et la protection de la propriété des plus riches : pour la première fois en France, les effectifs des compagnies privées de sécurité sont en passe de dépasser ceux de la police et de la gendarmerie. Nous nous dirigeons vers des sociétés comme le Brésil ou l'Afrique du sud, extrêmement violentes qui n'ont de sens ni pour les pauvres, qui sont exclus de tout, ni pour les classes moyennes et les riches, qui s'enferment eux-mêmes dans des résidences-forteresses, tout en épuisant les ressources naturelles.

*S'il y doit y avoir rigueur, austérité ou décroissance, que ce
soit pour tou(te)s, sans exception*

L'idée d'une stricte égalité des revenus pour tous paraît irréalisable, exactement comme semblait utopique le principe des retraites par répartition, ou celui de la sécurité sociale, il y a seulement un siècle. Ces conquêtes, incomplètes, ont été obtenues par les luttes acharnées du mouvement ouvrier. Le combat que nous menons n'est pas moins important, nous qui luttons pour la dignité d'hommes qui refusent d'être réduits à l'état

de rouage, de comptes en banque ou de variables d'ajustement. Pour imposer ces choix, il ne peut être question de s'en remettre aux partis ou aux syndicats. Ils ont cogéré la crise économique après du gouvernement, et se servent aujourd'hui de notre mobilisation pour en obtenir les contreparties. Le peuple possède une puissance que craignent tous les bureaucrates : les séquestrations, occupations et sabotage qui se sont déroulés récemment montrent des types d'actions autrement plus radicales que des manifestations-défilés convenus. L'Europe entière est en train de vivre de tels mouvements-véto, susceptibles de déclencher une crise sociale de grande ampleur. A nous de la transformer en crise politique pour poser un véritable projet de civilisation.

Septembre 2010

Compte-rendu de la réunion publique du mercredi 10 novembre

Une quinzaine de personnes étaient présentes dans la salle du « Tabac de la Bourse » du 11^{ème} arrondissement de Paris. La réunion s'est déroulée de 19h30 à 23h30.

Remarques : lors des débats, les critiques ne proviennent pas nécessairement du « public », pas plus que les réponses n'émanent obligatoirement du « groupe »...

1 – Exposé sur le principe de « l'égalité des revenus »

La problématique présentée par C. Castoriadis dans Autogestion et hiérarchie des salaires et des revenus (consultable sur le site) a été reprise : il n'y a aucun critère objectif pour définir une échelle des revenus. Pire : aujourd'hui, il est évident que ce qui compte, c'est la reconnaissance par l'oligarchie. Un dirigeant d'entreprise n'a même plus besoin de faire valoir un bon bilan pour justifier d'un parachute doré ...

2 – Exposé pour introduire à une discussion autour du « Revenu d'existence »

Lors des distributions de tracts en manifestations, parmi les gens intéressés par notre mot d'ordre (et notamment des « objecteurs de croissance » - dont un(e) est parmi nous ce soir) beaucoup le rapprochaient du principe du revenu garanti : il nous a semblé pertinent d'engager une discussion autour de cette apparente convergence.

Les deux revendications reposent sur un même constat : l'interpénétration des activités humaines (a fortiori dans nos sociétés hyper-complexes) fait que la richesse produite ne peut être objectivement attribuée à tel ou tel secteur particulier. C. Castoriadis, au hasard, le formule très clairement dans « La 'rationalité' du capitalisme » (Figures du pensable, p. 76-77) : « L'imputation d'un résultat économique à une firme est purement conventionnelle et arbitraire, elle suit des frontières tracées par la loi (pro-

priété privée), la convention ou l'habitude. Tout aussi arbitraire est l'imputation du résultat productif à tel ou tel facteur de production, le 'capital' ou le 'travail'. Capital (au sens des moyens de production produits) et travail contribuent au résultat productif sans que l'on puisse, sauf dans les cas les plus triviaux, et encore, séparer la contribution de chacun. La même chose vaut à l'intérieur d'une usine entre les différents départements et ateliers. Et la même chose vaut pour le 'résultat du travail' de chaque individu. Personne ne pourrait faire ce qu'il fait sans la synergie de la société où il est plongé et sans l'accumulation dans ses gestes et son esprit des effets de l'histoire précédente... ». *C'est sur cette évidence que reposent aussi bien le principe d'un minimum garanti tout au long de la vie indépendamment de toute activité, que celui d'une rétribution égale pour tous quelle que soit le travail effectué. Mais le parallèle s'arrête là.*

Un coup d'oeil rapide et certainement un peu trop partial pousse à ranger le principe du revenu d'existence (ou garanti, ou citoyen, ou inconditionnel...) dans la catégorie des revendications enfermée dans l'univers mental de la société contemporaine et, par là, qui empêcher sa transformation radicale. Son originalité est de découpler le revenu d'avec le travail institué, le salariat. Mais celui-ci n'est nullement interrogé : il est dévalorisé au profit de ce qui serait son exact contraire, l'activité aujourd'hui non rémunérée. On voit qu'ici sont totalement confondus le travail tel qu'il existe actuellement, avec son lot de dépossession, d'aliénation, d'absurdité, avec ce qu'il pourrait être : c'est la conception chrétienne, capitaliste et marxiste du travail comme inévitable torture (tripalium) et malédiction naturelle qui est effectivement reconduite. L'objectif n'est alors pas alors de révolutionner le salariat en son principe, son organisation et ses finalités, mais de le fuir, ou du moins de le condenser au maximum : on retrouve là encore l'obsession de la productivité, censée libérer l'homme du labeur harassant. Il est donc curieux que des écologistes s'en saisissent : difficile de voir, avec une telle image du travail, comment lutter contre l'industrialisation de l'agriculture, par exemple, et son corollaire de machinisme, d'augmentation d'intrants, de traitements chimiques, etc. De ce point de vue-là, le revenu garanti, en occultant l'origine de l'augmentation de la productivité, qui lui est logiquement indispensable, dénote un imaginaire directement issu des trente glorieuses et aussi peu armé pour participer à l'organisation d'une société aux besoins limités que pour affronter la raréfaction

en cours des ressources énergétiques non-renouvelables de la planète. Le revenu garanti semble formuler la question « écologique » en des termes « individuels » : il pose la question de la production au niveau de l'individu, pas à celui de la société, et paraît entériner les mécanismes massifs de privatisation à l'oeuvre depuis au moins un demi-siècle. Est-ce si étonnant qu'avec de tels présupposés, il rencontre un tel succès dans des milieux politiques que tout semble opposer ?

L'exposé est interrompu par une intervention : cet argumentaire basé sur la question de la productivité reprend le discours malthusien de la rareté alors que nous vivons dans une société d'abondance : nous avons largement de quoi, aujourd'hui, subvenir largement aux besoins de toutes les populations mondiales. Sans défendre le revenu garanti, nos sociétés actuelles ont des moyens énormes qui le rendent réalisable. Et le parasitisme n'est en rien celui d' « oisif », mais bien celui des oligarques.

Il est répondu que le discours de la rareté est celui de l'idéologie dominante : créer de nouveaux besoins, produire de plus en plus et réserver le travail à certains et pas à d'autres. Ce que propose le revenu garanti s'y inscrit en plein et avalise cette approche, sans jamais poser la question de l'abondance ou de la rareté. De plus, il ne remet pas en cause l'imaginaire capitaliste de l'illimité, de l'accumulation, de la consommation ou de la hiérarchie des revenus, puisque le salaire reste cumulable avec le revenu de base !

Il est également souligné que le principe du revenu garanti tend à évacuer la dimension collective : ainsi ce serait à chacun « individuellement » de décider. Il y a, là encore, comme un refus de l'institution explicite impliquant délibération et décision commune quant à l'orientation de la société : c'est bien la privatisation des problèmes sociaux. De ce point de vue-là, la revendication de l'égalité des revenus ne peut qu'impliquer un changement radical de ce point de vue là.

Une question est posée : concrètement, comment se passerait l'égalité des revenus ? Par exemple un paysan veut vendre ses produits sur le marché, pour faire des profits : l'en empêche-t-on ? Comment faire pour contrer les tendances à l'accumulation ?

Il est répondu que l'égalité des revenu ne peut avoir de sens que dans le

cadre d'une autre société, ce qui présuppose que les gens veuillent cette égalité. On ne peut pas transposer des cas contemporains comme ce cas-là. Et il ne peut s'agir d'imposer ce genre de mesure : son sens est d'ailleurs culturel ou anthropologique et non économique. Il s'agit justement de sortir de l'économisme, de faire en sorte que l'argent ne soit plus le seul étalon de mesure. A partir de là, d'autres problèmes se posent :

Une critique est formulée à partir de là : cette question fait bien apparaître le grand défaut de l'approche présenté : aussi bien dans le tract que dans l'exposé, le lien n'est pas fait entre l'égalité des revenus et toutes les transformations qu'elle implique. Le mot d'ordre est parachuté et il ne faut pas s'étonner du peu de réactions qu'il a suscité. Il faudrait être beaucoup plus explicite là-dessus et montrer en quoi il est indissociable d'une remise en cause fondamentale de la société actuelle. Tel quel, on dirait juste une utopie en plus. Et dans ce cas , pourquoi ne pas demander l'abolition de l'argent ?

La critique est à la fois partagée et nuancée : le tract est entièrement critiquable et c'est vrai qu'il a été écrit rapidement. Cependant, il comporte également un encart, précisant le projet global du groupe. Et puis, un des avantages de ce slogan n'est-il pas aussi de faire réfléchir, justement, à ses implications, plutôt que de proposer une analyse clefs en main ? Le danger est évidemment qu'il apparaisse comme irrecevable et c'est un peu le cas... Ce qui n'empêche pas qu'approfondir la question et rendre le projet un peu plus explicite est un énorme chantier à ouvrir. Quant à l'abolition de l'argent, c'est vieux fantasme libertaire : pourquoi ne pas également supprimer le langage ? Plutôt que d'invoquer abstraitement les choses dont on parle, il suffirait de transposer les choses mêmes : faire venir ici dans la salle une maison, un pays, etc. ! La monnaie a la même fonction : pouvoir échanger des choses sans les transbahuter... Ce n'est pas ça le problème : ce n'est pas l'existence de l'argent qui implique l'accumulation. On parle ici du rapport qu'on entretient avec lui.

3 – Exposé sur le mouvement social d'octobre 2010

(...)

Un point n'a pas été abordé, et pourtant très sensible : ce mouvement s'inscrit dans la continuité des précédents, et à ce titre en a reproduit les schémas qui deviennent ultra-classiques, et il semble que chacun en prenne conscience, syndicalistes, militants, mais aussi gouvernement et média. L'aspect répétitif devient évident, ce qui explique en partie l'absence de réelle combativité hors-cadre – c'est très sensible chez les étudiants, par exemple, mais chez les profs aussi, sans parler des militants non-encartés ou des secteurs d'habitude plus prompts à la grève - , et l'issue catastrophique de la lutte. Cette lucidité peut être à double tranchant : pour l'instant elle mène plutôt à la dépression généralisée, mais c'est aussi, peut-être, le début d'une prise de conscience des impasses de ce « mouvementisme » aveugle, à la fois salubre et très primaire, d'où se dégagera d'autres perspectives à venir. De ce point de vue, ce mouvement un peu surfait pourrait constituer un point de rupture qui marquera un commencement... Vers quoi ?

Il est reproché à l'analyse présentée de ne pas entrevoir dans le mouvement autre chose que ce comme quoi il se présente : il y aurait un travail à faire pour déceler dans les luttes qui ont eu lieu des signes d'une volonté d'autonomie de la part des gens.

Le problème se pose, mais la question est également de ne pas s'aveugler : ce mouvement est en grande partie une réaction d'enfants gâtés : l'opposition de toute la gauche à la réforme des retraites est basée sur une croissance à venir de 2 %, qui n'est vraisemblablement ni possible, ni souhaitable.

En même temps une chose a été beaucoup entendue et répétée, c'est que ce mouvement a été une opposition franche à l'oligarchie et surtout à ses abus, symbolisés par la figure du président de la République et de son ministre empêtrée dans la corruption.

Mais au-delà de cette dénonciation sans avenir, qu'en est-il de la posture des manifestants et grévistes ? Veulent-ils autre chose que de changer de dirigeants ? Peu de signes militant en ce sens. Pour parler de la réalité quotidienne, certains comportements poussent plutôt au pessimisme : par exemple en banlieue (pas à Paris), lorsqu'un bus vide vient prendre son service, les gens s'engouffrent littéralement pour occuper les places assises, et principalement les jeunes hommes, qui, visiblement ne voient pas de pro-

blème à voyager ainsi devant des gens âgés, ou fragiles, qui restent debout. Ce n'est qu'un exemple anecdotique, mais qui signifie quand même une certaine ambiance sociale spontanée... C'est une chose particulièrement nouvelle, et circonscrite à certains milieux, mais il reste à trouver des attitudes opposées qui, pour l'instant, on plutôt tendance à être des reliques du passé qui se raréfient...

Le débat est interrompu par l'arrivée d'un groupe d'une dizaine de personnes sortant de l'AG interprofessionnelle qui vient de se terminer à la Bourse du travail, en face du café. Entendant nos conversations, il demandent à intégrer les débats.

Ils se présentent par une série de harangues plus ou moins inspirées, appelant, qui au renversement de la République actuelle, qui à l'unité dans la lutte de tous les salariés, qui à une poursuite du combat social qui n'est pas terminé, qui à l'organisation commune ici et maintenant, etc.

Quatre membres de notre groupe s'étant rendu à plusieurs reprises dans cette AG, il leur est répondu successivement :

– Que ces assemblées générales ne sont composées que de militants gauchistes, néophytes ou encartés, sans lien véritable avec le reste de la population, totalement absente des débats. Cette situation tend à constituer un petit milieu aux bavardages convenus sans grand effet ni sur la situation sociale ni sur la vie des idées.

– Que ces assemblées adoptent un discours très particulier qui se reflète dans l'organisation même des réunions, tel que le décrit notre tract « Pour des AG autonomes ». Dans ces conditions, l'émergence de paroles vraies est plus qu'improbable.

– Que les discours ici entendus reposent sur des postulats que les gens présents ici ne partagent pas, et qu'il faudrait discuter. Trois sont particulièrement manifestes : le premier serait que la mobilisation ne serait qu'une question d'information, alors que les gens savent très bien ce qui se passe et ce qu'il est possible de faire : le cynisme massif de notre époque est une des marques de cette lucidité qui se veut inconséquente. La question est bien plus problématique que le gauchisme banal ne le pose. Le second ???... Le

dernier postulat serait qu'il suffirait d'être de plus en plus nombreux pour parvenir à nos fins. Mais quelles sont-elles ? Quelles sont les perspectives d'un mouvement social qui dépasserait les stades déjà connus – retrait de la réforme ou épuisement des luttes ? Ces questions ne sont jamais posées.

Deux personnes ne se sentant appartenir à aucun des deux groupes qui se rencontrent ce soir soulignent les différences de niveau de langage, mobilisateur vs. réflexif, et d'approche, enthousiaste pour les uns, intellectuel pour les autres.

Il est répondu que les différences peuvent aussi être abordées en fonction des perspectives de chacun : s'enivrer dans une dynamique éphémère ou construire sur la durée ? Pour ceux qui n'en sont pas à leur première mobilisation et qui ont participé aux mouvements de décembre 1995, de l'hiver 97 – 98, de juin 2003, contre le CPE de 2006, contre la LRU en 2007 et ces dernières mobilisations de la rentrée, un constat s'impose : la répétition est, telle quelle, sans issue, et l'enthousiasme n'est que passager. Regarder plus loin impose de tirer des leçons non seulement de ces expériences récentes, mais également du XX^{ème} siècle. Deux évidences s'imposent alors au militant : d'abord que le projet révolutionnaire a été une catastrophe, qu'il l'ait été mené par les staliniens, les trotskystes, les maoïstes, etc. Lorsqu'il a échoué, il a provoqué des massacres, et lorsqu'il a réussi, il a fait bien pire : c'est l'URSS, ou Pol Pot. La population ne peut qu'ignorer instinctivement tous les discours qui refusent de regarder cette pénible réalité en face. Ensuite, il faut constater que les populations, non seulement occidentales mais mondiales, cherchent, adhèrent et défendent le type de société dans laquelle nous vivons. Il ne s'agit pas alors de chercher l'étincelle militante ou rhétorique qui mettra la feu à toute la plaine prête à s'embraser. Il y aurait plutôt à reposer à plat toute l'analyse militante qui veut décrire ce monde comme totalement pourri et prêt à s'écrouler : elle ne rencontre actuellement que l'assentiment de forces dont nous gagnerions à nous méfier.

La réunion est interrompue par la fermeture du bar, et des discussions informelles mais sans suite se sont poursuivies à l'extérieur.

Pour des assemblées générales autonomes

(Tract distribué à 5.000 exemplaires lors des manifestations parisiennes)

Lors des mobilisations des gens se battent pour leur travail, leurs études, leurs conditions de vie, pour ne pas que d'autres décident à leur place : les Assemblées Générales (AG) sont le lieu où chacun peut renouer des rapports humains, s'approprier un pouvoir qu'on lui a confisqué et inventer une démocratie réelle. Les relations *égalitaires* qu'on y tisse et les choix auxquels on est confronté tranchent avec la vie déterminée et électorale ordinaire. Une assemblée est un des rares endroits où il est possible de s'éduquer mutuellement à la *parole publique*, à la *discussion collective* et à la *prise de décision commune*. Une telle implication peut conduire à un éveil durable à la chose politique comme à un embrigadement ou à un véritable dégoût pour les combats collectifs.

Autour des AG se constituent des petites communautés, où des gens jusqu'ici éparpillés par les horaires, les lieux, et les différences se rencontrent et se retrouvent. Des liens précieux se tissent alors entre corporations, milieux sociaux ou classes d'âge. Ces multiples échanges permettent que s'élaborent d'autres images de soi que celles imposées par les hiérarchies ou les statuts officiels, d'autres représentations de la société que celles véhiculées par les médias. C'est le moment où chacun peut *inventer* une démocratie réelle : des idées novatrices, des pratiques originales, des cultures nouvelles peuvent alors être créées. C'est là que peuvent *renaître* des pensées et des pratiques politiques capables de surmonter le naufrage historique de toutes les gauches au XXe siècle.

Une assemblée est fondamentalement un *lieu de pouvoir* : si celui-ci n'est pas partagé entre tous du mieux possible, c'est qu'il est confisqué par une minorité, et les gens rassemblés ne pourront pas faire valoir leurs revendications propres, ni exprimer la richesse, la force et l'originalité de leur mobilisation.

Face aux manipulations...

Se réunir de façon exceptionnelle, en grand nombre, entre gens qui se connaissent peu, pour mener une lutte urgente et risquée crée beaucoup d'angoisse, d'excitation et de fantasmes.

Dans ces circonstances, on a tendance à s'en remettre aux « spécialistes » : militants professionnels des syndicats, partis, groupuscules ou groupes déjà existants. Ils tirent souvent leur légitimité d'être à l'origine du rassemblement, de leur aisance à prendre la parole en public et de leur expérience *gestionnaire*. Leur forte implication donne l'illusion qu'ils sont « avec nous ». Mais leur but n'est pas de tenir compte des aspirations des participants : c'est au contraire de s'en servir pour y *plaquer* des revendications et un mode d'organisation qui ne sert que leurs intérêts politiques ou carriéristes.

Leur mode d'action est répétitif, mais *efficace* :

- **Préparer** : Les militants se sont déjà réunis pour définir une tactique, les mots d'ordre et les revendications sont bouclés, les tracts sont distribués, les affiches collées et les banderoles déployées, l'ordre du jour est déjà prêt et les décisions n'ont plus qu'à être avalisées par l'AG.
- **Contrôler** : La fonction de président de séance, sinon de la tribune, est assurée par un de ces spécialistes pour infléchir le cours de l'AG en minimisant ou en appuyant les points à l'ordre du jour, les propositions à voter, en gérant la nature ou l'ordre des interventions, etc... C'est souvent à eux qu'incombe la tâche de parler à la presse, ou aux autres collectifs.
- **Occuper** : Les manipulateurs ne sont pas qu'à la tribune : éparpillés dans l'assemblée, ils se relayent pour prendre la parole, appuient leurs interventions réciproques afin que leurs discours fasse masse. Ils discutent autour d'eux pour convaincre les gens, faire taire, diviser ou occuper leurs opposants.
- **Recruter** : Faire circuler une pétition ou une liste de présence leur permet de recueillir vos coordonnées pour vous identifier, vous discréditer si vous vous opposez, soit pour vous proposer quelques menues responsabilités sous leur contrôle pour avoir une caution de « non-encartés ».

Le prêt-à-porter revendicatif, idéologique et organisationnel qu'ils mettent en place par ce noyautage est sans rapport avec la diversité et les désirs des gens. Chercher à constituer une assemblée démocratique, c'est tout d'abord s'affronter à ces militants bureaucratiques qui n'hésitent pas à *manipuler, menacer et saboter*.

...se constituer en groupe d'action

Il est pourtant possible, à quelques-uns, d'intervenir très efficacement en se constituant en *minorité active*, pour dénoncer les monopoles de pouvoir et les manipulations démagogiques. Il ne s'agit nullement de remplacer une clique par une autre en prenant la direction des opérations, mais de permettre *l'expression libre* des individus présents et d'accompagner l'AG dans son cheminement et sa *constitution*.

Cette minorité peut aider à la maturité de l'assemblée en incarnant d'abord des comportements décents afin d'instaurer un climat d'écoute et de *créativité*. La domination et le suivisme sont des mécanismes que tout le monde *porte en soi*. Personne n'a besoin de leçons ou d'ordres, mais bien plus d'interventions qui font appel à la liberté et à l'intelligence de chacun. Il n'y a pas à endoctriner, mais à favoriser par tous les moyens l'émergence d'une *volonté collective* indépendante. Un tel groupe peut favoriser par son existence les échanges d'idées et les initiatives pratiques.

pour comprendre les impasses

Mais la mise à l'écart des apprentis dirigeants laisse un vide qui peut rendre la nouvelle situation insupportable. Avant d'être un organe de décision collective, une AG en lutte est d'abord *un lieu où se rencontrent les gens*. Se réapproprier une autonomie nouvelle au milieu de gens souvent mal connus passe par un tâtonnement hasardeux, mais normal : dans notre vie courante, nous avons perdu l'habitude de prendre librement des responsabilités. L'exercice est d'autant plus difficile que la pratique de l'autogestion est *par nature* imparfaite et inachevée. Mais face à ce qui apparaît comme insurmontable, le premier réflexe est... la fuite sous ses formes diverses : chantage à l'urgence (« *on n'a pas le temps* ») à l'action (« *trop de parlotte, il faut agir* ») ou au nombre (« *on est trop / pas assez nombreux* ») qui sape toute construction du mouvement. Alternent également la multiplication des votes inutiles pour pallier à une inconsistance foncière (« *décisionniste* ») ; le mutisme général ou la parole inhibée de peur de remettre en cause un ordre tacite ; le chahut lorsque le sentiment d'impuissance est trop grand ; les délires individuels ou collectifs dès que la parole est libérée ; etc.

Les difficultés rencontrées font souvent désirer des solutions toutes

faites : se résigner à voir quelques-uns se surimpliquer et se constituer *de fait* en direction oligarchique du mouvement qui manœvrera plus ou moins au grand jour ; penser que seul compte le rapport de force brut et se comporter en conséquence - ou au contraire, rêver que tout peut être soluble dans des échanges pacifiés et courir après un consensus chimérique ; etc. Et, dans la plupart des cas, se décourager et *partir*.

Le travail essentiel peut alors être *d'analyser* collectivement les phénomènes de foule pour donner un sens aux difficultés rencontrées. Par exemple dire que « personne ne décide » simplement parce qu'il n'y a pas de tribune est une illusion. La contrainte ne s'exerce jamais aussi bien que lorsqu'elle est *masquée*. En AG, chacun doit *constamment* se demander : « *Qui fait la loi ici ?* ». Qui édicte les règles d'organisation, qui pose les principes de fonctionnement ? Ils existent nécessairement : reposent-ils sur quelques personnes charismatiques ? Sur une morale non discutée ? De la même manière, déjouer une tentative de noyautage ou de mainmise, ou dénoncer des proclamations sans effets, c'est bien. Mais ce ne sera ni honnête ni efficace si on ne montre pas *ce qui a permis* cette tentative, ses *ressorts*, comme par exemple une peur d'entrer dans un conflit dur avec une tendance ou le gouvernement ou une démission générale face aux responsabilités à prendre.

Identifier les dynamiques de groupe, les rendre publiques et les analyser collectivement sans crispations ni lâcheté contribue à la lucidité collective. Si l'on veut que l'AG soit réellement autonome, il faut que les relations de pouvoirs soient *visibles, partageables et critiquables*, sans paranoïa. Il faut mettre en place une organisation et des règles discutées et modifiées *autant que nécessaire* pour correspondre aux besoins de l'assemblée et de la lutte.

faire appliquer quelques principes

Aucun modèle d'AG n'est indiscutable. *Rien* ne peut garantir l'entente entre les gens et l'intelligence collective. Mais les nombreuses expériences passées permettent de dégager quelques principes pratiques, régulièrement redécouverts sur le terrain.

• **L'AG est souveraine**, elle seule prend les décisions. Les autres organes n'ont qu'une fonction d'information, d'action ou d'analyse, et doivent régulièrement *rendre des comptes*.

• **Les tâches sont tournantes.** La rotation *systematique* de toutes les fonctions (animateurs, secrétaires, ...) et de toutes les tâches (affichage, rédaction de tracts, ...) évite les monopoles et les fiefs.

• **Les mandatés sont contrôlés.** Le vote de mandats impératifs pour les délégués (désignés par exemple pour représenter l'AG à l'extérieur) et leur contrôle *permanent* est un principe qui permet la confiance.

• **La vigilance est de mise.** La persévérance de chacun doit devenir une habitude face aux noyautages, aux manipulations, aux sabotages, mais *aussi* face aux peurs, délires et tâtonnements, qui sont *humains*.

• **Travailler la participation.** Tout doit être fait pour que l'AG favorise *de plus en plus* l'implication du plus grand nombre, *et non l'inverse*. Cela suppose de rendre publique les décisions et débats passés.

• **Se structurer autour de l'expression.** Affiches, comptes-rendus et surtout journaux d'assemblées permettent de *s'organiser*, de rendre visibles les actions ou réflexions et de permettre *une mémoire des luttes*.

• **Créer des dispositifs,** *uniquement s'ils répondent à un besoin précis et allègent sans dommage* les séances plénières : groupes de travail, commissions, cercles de discussions, points techniques, etc.

• **S'autoriser à chercher.** Une assemblée est un lieu où les revendications habituelles et les mots d'ordre peuvent être *reformulés* et *transformés* pour correspondre aux désirs des gens rassemblés et non aux schémas idéologiques préétablis.

Le principe des AG s'est répandu depuis 1968, mais elles s'inscrivent dans la très longue lutte qui vise la gestion *par la population elle-même* de ses propres affaires, des sections révolutionnaires de 1789 aux soviets de 1917 et aux conseils hongrois de 1956. Dans ces assemblées populaires, la parole et le pouvoir ne sont plus la *propriété privée* de quelques oligarques bien intentionnés ou non, mais ils sont rendus à la *sphère publique*.

Les multiples choix à faire concernant la lutte (grève, revendications, préparations d'actions, coordinations...) ou la gestion du lieu (occupation, liens avec le quartier, approvisionnement...) engagent chacun au même titre : la démocratie radicale est *d'abord* une lutte permanente contre l'émergence d'une clique de décideurs.

Les assemblées générales, école de démocratie ou terrain de jeux pour managers en herbe ?

Remarques sur les AG du mouvement social d'octobre 2010

Cet article est paru à la mi-mai dans le numéro 26 de la revue Réfractations consacrée au mouvement des retraites et intitulée « La place du peuple ».

Dans le mouvement d'octobre 2010, l'intersyndicale s'en est tenue au minimum. Sur le fond, elle s'est bornée à réclamer le statu quo concernant le système de retraites. Sur la forme elle s'est bornée à exiger l'ouverture de négociations que le gouvernement lui a obstinément refusées. Cette position a été jugée insuffisante par une partie de la population, qui estime que les attaques répétées de l'oligarchie méritent une réponse plus ample. Une partie des salariés s'est interrogée sur la stratégie de l'intersyndicale (espacement des journées d'action, isolement des secteurs les plus déterminés). Certains n'y ont vu qu'un dysfonctionnement. D'autres, comme nous, un sabotage. Cela les a poussés à essayer de s'auto-organiser hors des actions proposées par les syndicats.

Malgré l'ampleur des manifestations, ces assemblées alternatives n'ont réussi à attirer qu'une part insignifiante des gens impliqués dans le mouvement social. Elles n'ont pas débordé la routinière contestation officielle. Les syndicats sont sortis du mouvement la tête haute, en accréditant le message qu'« on s'est bien battus », occultant une défaite cuisante alors même qu'à aucun moment ils n'ont perdu le contrôle du mouvement ¹.

Cet échec interroge tous ceux qui ont participé aux « AG interpro » et autres « AG des AG » qui se sont tenues un peu partout en France. Tous ne tireront pas les mêmes conclusions. Derrière le rejet commun des politiques syndicales, ces AG ont rassemblé des gens dont les opinions allaient de la foi en l'action syndicale au rejet de syndicats jugés corrompus du sommet à la base.

Le point de vue de ce texte est celui de notre petit collectif *Lieux Communs*, qui vise l'autonomie des individus, groupes et sociétés. Les assemblées générales qui apparaissent au cours des mouvements sociaux sont essentielles pour nous, car elles peuvent être les embryons d'une démocratie radicale. Encore faut-il en comprendre les pièges et les enjeux. C'est

¹ Cf. « Note sur le mouvement... » p. 7 *sqq.*

l'objet du texte *Pour des assemblées générales autonomes 2* que nous avons écrit et diffusé au cours du mouvement. Nous y avons souligné combien les AG peuvent être des écoles de pratiques collectives et de démocratie directe, des lieux où se retissent les liens entre les gens. Mais nous avons aussi dit qu'elles sont par définition des lieux de pouvoir. Si ce pouvoir n'est pas partagé, c'est qu'il est confisqué par une minorité. Nous avons détaillé les manipulations dont les syndicats, partis et groupuscules sont coutumiers pour confisquer l'AG et y plaquer des schémas idéologiques qui n'ont rien à voir avec les aspirations des participants. Nous avons dit qu'il faut combattre les noyauteurs, mais aussi combien le vide laissé par leur départ peut effrayer des gens peu habitués à prendre des décisions collectives. C'est le plus difficile. Des AG autonomes nécessitent une vigilance perpétuelle, l'analyse lucide des situations vécues, la mise à nu des relations de pouvoir, afin que celui-ci soit partageable et critiquable. Nous avons ensuite énoncé quelques principes tirés de l'expérience avant de conclure que les AG sont héritières des formes de démocratie directe depuis la révolution de 1789.

Voilà pour notre vision des AG. Pour la pratique, les différents membres de notre collectif ont assisté à diverses AG en région parisienne. Certains y sont allés brièvement, et ont rapidement détecté les noyautages déjà en place. D'autres y sont allés « en pointillés », parfois seuls, parfois à plusieurs, à divers moments du mouvement. Nous avons souvent observé. Nous sommes parfois intervenus. Nous avons donc une vision partielle et partielle de ces séries de réunions, d'où s'est dégagé le sentiment qu'il ne se passait rien qui aille dans le sens que nous espérons. Voici les AG où nous étions présents :

- L'« AG interpro de la Gare de l'Est » le 28 octobre à la salle Antoine Croizat de la Bourse du Travail de Paris ; les « forums » attenants le 27 et le 29 près de ladite Bourse.

- L'« AG bloquons l'économie » : la fin de la réunion du 4 novembre au Centre international de Culture populaire (CICP), rue Voltaire, le 7 novembre à la Coordination des intermittents et précaires (CIP), quai de la Charente ; et le 11 novembre, de nouveau au CICP. Ces réunions rassemblaient quarante ou cinquante personnes à chaque fois.

Peut-on parler d'assemblées générales de grévistes pour qualifier ces réunions ? Elles ont toutes eu lieu le soir après 18h, le dimanche ou un jour férié. Concernant le rendez-vous du 24 septembre à la Gare de l'Est, un dé-

nommé Iskra (l'étincelle, référence au journal bolchevique ou à un groupe éponyme) remarque : « ... le RDV du tract n'appelait pas à une AG puisque nous n'étions plus en grève sur la Gare de l'Est. C'est plus une invitation à une réunion à ceux qui souhaitent conserver des liens de discussion et afin de faire un bilan et discuter des perspectives » 3.

D'après ce que nous avons lu sur les débuts de l'AG interpro, il semble qu'elle n'ait pas été une façon d'aller au-delà de l'action syndicale, mais plutôt l'expression d'un désarroi : les grands syndicats n'essayaient même pas de reconduire la grève entre les journées d'action espacées, et beaucoup de salariés hésitaient à sortir de ce cadre. S'est alors instaurée une « AG interpro », ouverte à tous, c'est-à-dire aux cheminots mais aussi aux gens des environs : habitants du Xe arrondissement, salariés d'autres entreprises, gens de passage. Cela permettait d'être plus nombreux et de donner un lieu d'expression aux chômeurs et précaires que la forme-grève classique exclut de fait. Les participants se sont vite aperçus qu'ils n'étaient d'accord sur rien. Fallait-il rejeter l'intersyndicale, ou seulement certains syndicats ? Fallait-il s'en tenir à la ligne défensive officielle ou élargir le champ des revendications ? Se cantonner au calendrier syndical ? Mener des actions propres (blocages) ? Les différentes opinions, toutes minoritaires, n'ont réussi qu'à s'entendre sur une sorte de déclaration minimale. Puis une poignée de militants groupusculaires a fini par donner le ton des tracts, avec ses références au « capital » et à la « classe ouvrière ». Or justement, une partie de la « classe ouvrière » (les cheminots) impliquée dans cette AG ne cherchait qu'à renouer avec les syndicats, pour intensifier la lutte certes, mais sous leur égide. Elle a déserté l'AG interpro, laissant les groupuscules marxistes-léninistes la noyauter.

L'« AG bloquons l'économie » était des réunions organisées par des courants issus du « milieu radical » (que le pouvoir appelle « anarcho-autonomes ») 4. Le mot AG est trompeur ici. Ce n'était pas une assemblée basée sur un quartier ou une entreprise, mais des réunions politiques dont l'objet était principalement d'organiser des actions de blocage sur la région parisienne.

Dans les deux cas, il n'y avait pas ce que nous recherchons : des assemblées populaires prémisses de démocratie directe ou, au moins, une volonté de comprendre et d'agir sur la situation en sortant des slogans préconçus et

3 Source : <http://ag.idf.free.fr/spip.php?article51>

4 Sur ce courant, voir la partie consacrée au « Milieu radical » dans « Notes sur le mouvement... », p. 14

stériles. Dans le premier cas, parce que la dynamique a été à la désertion progressive accompagnée par un noyautage. Dans le deuxième, parce que ce n'était pas une assemblée populaire, mais des réunions politiques ouvertes à tous, certes, mais avec un mot d'ordre (bloquons l'économie) d'emblée non discutable. Cela ne signifie pas qu'il n'y a rien à dire sur les comportements, ceux des participants comme ceux des « tribunes » marxoïdes ou radicales.

L'apathie des participants aux AG : tentative d'explication

Nous avons ressenti une inertie parmi les participants de ces AG. Cela s'explique sans doute par plusieurs phénomènes. Tout d'abord, un phénomène social général. Les lieux de lutte ne sont pas imperméables à la perte de sens générale que nous connaissons dans la vie courante. Dans une société sans boussole, dont le seul moteur est la cupidité des dominants, tout se vaut. Faire grève, s'impliquer dans huit associations caritatives, planter des légumes bios ou faire montre d'un égoïsme crasse. Il en va des raisons de s'engager comme des gadgets qui encombrant nos logements : on ne sait plus où donner de la tête. Ces raisons sont avant tout un moyen de remplir le vide abyssal de nos existences.

Le relativisme, l'individualisme, la camelote idéologique qui polluent nos vies ne restent pas à la porte des AG et des manifestations. Les fous, les démagogues, les manipulateurs et les narcisses y trouvent un public attentif devant lequel ils s'exhibent. Raisonnements médiocres, stupidités à la mode, discours incohérents, flagornerie et radicalité creuse : tout a droit de cité puisque tout se vaut.

Au forum de l'AG interpro du 27 octobre, à l'occasion de la rédaction collective d'un tract (nous devions être une douzaine), deux jeunes qui animaient la réunion se sont livrés publiquement à un petit numéro fort ennuyeux : avec quoi sépare-t-on les deux phrases composant le titre du tract ? Avec une virgule ? « Avec une virgule ? ». « Non, avec deux points ! ». « Non, une virgule, je préfère... ». Il s'agit moins ici de blâmer « les autres » pour leur comportement que de s'interroger sur soi-même. Qui, dans une AG ou une manif, n'a jamais éprouvé l'envie d'exister, y compris de façon parasitaire ? Certains d'entre nous se permettent de le faire, en jouant sur la frontière souvent ténue entre une expression légitime et un verbiage égocentrique. Nous réapproprier nos luttes, c'est aussi nous astreindre à une attitude décente, comme nous nous astreignons à ne pas

faire nos besoins en public.

La mentalité du chacun-pour-soi pèse sur les mouvements sociaux. Elle transparaît dans les propos du genre « je bouge (je fais grève, je manifeste) si les autres bougent ». Cet automne, elle a poussé les gens à mener un mouvement social « à l'économie » : l'immense majorité a continué à travailler. Travailler dans la journée et soutenir les piquets de grève à la déchetterie le soir, ce n'est pas la même chose que faire grève. Manifester en ayant posé un jour de RTT, ce n'est pas la même chose que manifester et faire grève. Il y avait certainement là des considérations liées à la situation de l'emploi et aux coercitions patronales habituelles. La vie est chère, beaucoup de gens se sont livrés pieds et poings liés aux organismes de crédit, et ils ont pensé qu'ils suffisaient de mener quelques actions symboliques. La guéguerre des chiffres entre le gouvernement et les syndicats conforte ce genre d'attitude. Après tout, quelle importance que nous ne soyons qu'un million à manifester ? Les syndicats annonceront trois millions et demi.

La boucle est bouclée lorsque le manifestant parvient à se mystifier lui-même. Lors de la manifestation du 2 novembre entre Jussieu et la déchetterie d'Ivry, je me suis livré à un comptage des manifestants. Cent cinquante. En admettant que j'aie compté un peu vite et que j'en ai oublié : deux-cents. Peu après, je discute avec un manifestant. « On est cent cinquante », dis-je. « T'es fou, on est au moins cinq-cents », me répond-il. « Non. Cent cinquante, insisté-ju. Mets-toi sur le côté et compte : ça prend deux minutes ». « Ça me saoule ! », me fait-il. Les gens s'abusent eux-mêmes. Ils se racontent des histoires. Les syndicats, au terme du mouvement, leur disent : « Bravo ! On s'est bien battus ». Les groupuscules marxistes péroreront depuis soixante-dix ans sur un capitalisme sur le point de s'effondrer. Les anarcho-autonomes font un piquet volant, bloquent tel carrefour une heure, tel autre deux heures, pour freiner le flux de ceux qui vont au travail, à toute force, malgré la pénurie d'essence et les transports en commun bondés...

Le peu d'implication dans les AG pose question. Il ne s'agit pas que des gens qui ne viennent pas, mais aussi de ceux qui viennent et qui restent là, inertes. Cela fait un contraste assez saisissant avec le ton triomphaliste des tracts. A l'AG interpro du 28 octobre, nous étions dans la grande salle Antoine Croizat de la Bourse du Travail. C'était plutôt clairsemé : il devait y avoir quelques dizaines de personnes. Comme depuis le début de cette AG, il a été proposé des activités à la carte, selon le bon vouloir des partici-

pants. Déjà, ça ne se bousculait pas au portillon. Malgré cela, un type s'est retrouvé tout seul le lendemain à distribuer des tracts. Les deux personnes qui devaient l'aider lui ont posé un lapin.

Certes l'AG interpro était déjà noyauté par les groupuscules. Certes, les tracts distribués traduisaient moins les aspirations des participants qu'un compromis entre diverses positions marxoïdes. C'étaient eux qui donnaient le ton lors de la rédaction des tracts. Il devait y avoir aussi quelques « radicaux ». Mais pourquoi dire « je vais le faire » et ne pas le faire ensuite ? Est-ce un effet du relativisme général décrit plus haut (« que je vienne ou pas, de toute façon, c'est pareil ») ? Est-ce une petite vengeance ? Une manifestation de ressentiment ? Car les participants de l'AG interpro voient bien comment une poignée de militants issus de groupuscules arrivent à noyauter l'AG et à confisquer la parole en plaquant leurs discours tout faits, leurs analyses ficelées, leurs raisonnements clos. Ils les repèrent, mais peuvent-ils les mettre dehors ? Et une fois qu'ils les auront expulsés, ne vont-ils pas retomber dans des discussions interminables entre points de vue minoritaires, dans une autre forme d'impuissance ? Se sentant dépossédés de l'AG, ils vont au plus simple, au moins dangereux, au moins fatigant aussi. Ils la sabotent, à la façon dont les travailleurs soviétiques sabotaient la production dans la « patrie des travailleurs » : par un je-m'en-foutisme éclatant et le vote avec leurs pieds. Cette hypothèse est peut-être fausse, mais cela voudrait dire qu'on a atteint un degré de nihilisme fantastique. Parce que quitte à ne rien faire, autant rester chez soi dès le départ.

L'élite des « érudits »

L'autre pôle de l'AG interpro, c'étaient les militants marxoïdes. La forme la plus « moderne » du marxoïde (le trotskyste) a une grille de lecture qui s'arrête au 19 août 1940. Il pense que la classe ouvrière est trompée par les idéologies bourgeoises, et qu'il faut, pour l'émanciper, bien entendu, lui donner une direction, un parti qui détient la vérité de l'explication historique. Qu'à chaque mouvement social, il faut tâcher de déborder les syndicats et les organisations staliniennes, de proposer un programme minimum, puis, à mesure que le mouvement se radicalise, un programme maximum, en vue d'emporter l'adhésion populaire, prendre le pouvoir, et dire : « Maintenant que vous nous avez portés au pouvoir, il faut nous obéir, car nous détenons la vérité ». Si les choses ne se passent pas ainsi, ce

n'est ni de leur faute, ni de celle des travailleurs. C'est celle des « traîtres » syndicaux ou politiques, perpétuellement démasqués et perpétuellement renaissants.

Ainsi, à l'AG interpro, le leitmotiv était qu'on était dans une AG enfin libre, libérée des syndicats qui nous avaient trahis. Libérés aussi de LO et du NPA qui noyautaient l'AG 93 5. Ce discours entretenait une illusion de liberté et permettait aux divers groupuscules de vaquer à leurs occupations habituelles : contrôler l'AG, ou à défaut, tenter de recruter pour leur boutique. A la fin du forum du 29 octobre, j'ai dit que si c'était pour remplacer la mainmise des syndicats par la leur, ça n'avait aucun intérêt. Mais c'était déjà mort. A ce moment il ne restait dans la salle que quelques groupusculaires et une ou deux recrues prêtes à entrer au couvent Saint-Marx et Saint-Engels pour adorer la Sainte Famille.

Contrairement aux marxoïdes, dont certains sont bloqués à la Bible de 1848, l'immense majorité de la population a pris acte de quelques données au cours du XXe siècle. Elle a appris à se méfier des gens qui ont du bagout, des discours construits, celui du bateleur comme celui du manager ou du chef charismatique. Elle a intégré l'idée que ces discours débouchaient toujours sur une arnaque ou une horreur, de la vente d'objets inutiles à l'avènement de systèmes totalitaires. Elle assimile le PS et le PC aux trahisons, les staliniens, les trotskystes et le FN au totalitarisme, et les discours managériaux à l'escroquerie. Seulement, comme on n'a pas (ou on ne se donne pas) les moyens de leur répondre, on esquive. Jusqu'à la prochaine fois.

On en arrive à des situations ridicules : certains crypto-marxoïdes de l'AG interpro ont joué sur le vieux complexe des milieux populaires face à Ceux-qui-savent. Ils prenaient un air pénétré afin de subjuguier leur auditoire. Il y en avait un comme cela qui se présentait comme professeur d'université et prolétaire. Lors du forum du 27 octobre, IL nous a distribué la photocopie d'une page de livre (format livre de poche, sans mention de l'auteur ni du titre) qui, selon lui, démontrait que la situation d'octobre 2010 était la même que celle qui, en février 1934, avait ouvert la période d'agitation sociale qui déboucha sur juin 1936. Il a recueilli une

5 Parmi les marxoïdes de l'AG interpro, il y avait des militants de *Révolution Internationale*, d'autres rattachés à la mouvance *Gauche communiste* et d'autres encore d'*ARS Combat* : des trotskystes, donc, mais en rupture avec *Lutte ouvrière*, qu'ils accusent de cogérer la crise avec les syndicats...

indifférence polie. Discuter de l'inanité de ce placage grossier des faits eût été donner beaucoup d'honneur à l'insignifiance. L'esquive laisse des coquilles vides aux groupusculaires, mais ne résout pas notre problème : comment s'organise-t-on collectivement ?

L'élite des « guerriers »

L'« AG bloquons l'économie » n'était pas démocratique, contrairement à ce que le caractère « ouvert à tous » et la forme adoptée pouvait laisser penser. Dans une assemblée démocratique, on peut discuter de tout : là, on partait derechef sur la base d'activités de blocage et d'occupation. La préoccupation des organisateurs de la réunion était, semble-t-il, moins d'avoir des discussions sur l'auto-organisation que de recruter des troupes à diriger lors des actions. Ce qui aurait dû ne pas poser de problèmes dans une assemblée réellement démocratique en posait ici. Le 7, à la CIP, nous avons essayé d'engager une discussion pour faire le point du mouvement. Ce n'était pas incongru : nous étions entre le vote de la réforme des retraites par le Sénat et la promulgation de la loi, et le mouvement social n'avait freiné en rien la machine institutionnelle. Notre intervention est quasiment passée pour une tentative de démoralisation. Nous ne contestons bien évidemment pas le fait que la majorité des participants d'une AG ne soit pas d'accord avec nous. Nous disons que dans une réunion politique, c'est la mouvance organisatrice qui a le dernier mot, et c'est précisément cela qui distingue une réunion politique d'une AG démocratique. Entre le 7 et le 11, nous avons soulevé deux autres sujets tabous : la posture anarcho-autonome et sa cohérence, et le fiasco de l'action de l'Opéra Bastille.

Vous me direz que si nous ne sommes pas d'accord avec la mouvance anarcho-autonome, il ne faut pas aller les voir. Sans doute. Mais lorsque des gens prétendent faire une AG ouverte à tous, nous les prenons au mot : cela implique le droit de questionner et de critiquer tout ce qui se dit ou se fait dans cette AG. Sinon, il faut appeler cela autrement, bureau de recrutement pour des actions de guerre sociale, par exemple.

La question de la cohérence

Le 4 novembre, je suis allé à la réunion au CICP. Je suis arrivé tard, une heure et demie après le début. A l'entrée de la salle, il y avait un jeune homme qui venait de se blesser à l'avant-bras avec son couteau. Quatre ou cinq personnes autour de lui, personne ne savait quoi faire. Je suis entré

dans la salle où j'ai suivi la fin des discussions.

Le 11 novembre, à l'annonce de l'ordre du jour, j'ai dit que j'avais deux points à soumettre, sur les modes d'action et sur l'action menée à l'Opéra Bastille. Ca avait l'air inhabituel : au lieu de demander s'il y avait d'autres questions à l'ordre du jour, ils m'ont donné la parole. J'ai demandé si on appelait les pompiers lorsqu'on est contre l'armée (c'est ce que les amis du jeune homme avaient fini par faire), ou à défaut, si les participants aux actions étaient à même de soigner leurs camarades blessés de la « guerre sociale ». J'ai obtenu quelques réponses évasives, des promesses de s'auto-former sur tel ou tel domaine, et un sarcastique « merci Papa ».

Cela n'a peut-être pas été clair, mais mes questions ne visaient pas à faire la morale, et encore moins à pousser à des comportements casse-cou. Elles interrogeaient plutôt la cohérence, la posture, voire une possible forme de tartufferie, qui n'est pas l'apanage des bourgeois réactionnaires assumés. Parmi les jeunes qui fréquentent le milieu radical, certains squatters peuvent se payer le luxe de jouer les têtes brûlées et d'afficher leur admiration pour Mesrine parce qu'ils savent pertinemment que derrière eux, il y a Papa pour faire jouer ses relations en cas de problème avec la justice. Ceux-là pourront dire « Merci Papa ». Malheur à ceux d'origine modeste qui les suivent, sans filet pour amortir leur chute.

Débriefing des opérations de guerre

Le 7 novembre à la CIP, nous avons été quasiment sommés de nous mettre au garde-à-vous devant l'urgence de rédiger un texte pour soutenir les « martyrs » arrêtés lors de la tentative d'occupation de l'opéra Bastille le 16 octobre. Une casquette a circulé pour aider à payer les frais d'avocat. Lorsque le 11 novembre au CICP j'ai demandé si on avait abordé la question des raisons qui avaient conduit au fiasco de l'action à l'opéra Bastille, on m'a répondu que cette question avait déjà été longtemps discutée. Quelques minutes plus tard, un texte sur cette action⁶ a été lu à haute voix sur un ton triomphal. Pas un mot sur des erreurs qui auraient été commises. Comme cela ne semblait déranger personne et que s'entamait une interminable discussion sur la question autrement plus grave de la place

6 Sur le moment, je n'ai pas eu la présence d'esprit de prendre une copie de travail de ce texte, et je ne l'ai retrouvé nulle part par la suite (j'ai notamment cherché sur le site <http://www.non-fides.fr/>). Si quelqu'un sait ce qu'il est advenu de ce texte discuté le 11 novembre au CICP...

des virgules dans le texte, je suis parti. Quelqu'un est alors venu me voir en aparté hors de la salle de réunion pour me donner sa version de l'action à l'opéra Bastille. A l'heure qu'il est, je n'ai toujours pas compris si ces discussions sur les raisons du fiasco ont eu lieu dans les AG auxquelles je n'ai pas assisté ou « en interne », c'est-à-dire au sein du groupe à l'initiative de ces réunions. Ce qui n'est pas du tout la même chose.

Les radicaux aiment à poser en guerriers de la guerre sociale. Ils envoient des gens droit sur les flics, et une fois qu'ils ont produit leurs martyrs, ils s'en servent pour hurler contre l'Etat policier et culpabiliser les gens dans leurs réunions. Eux vous intiment de verser à la casquette pour payer les frais d'avocat. Mais vous, avisez-vous de leur demander des comptes, ils vous répondront qu'ils n'ont obligé personne à les suivre. Ne leur parlez pas de responsabilité, c'est un mot de flic. Procédés éculés, usés jusqu'à la moelle.

Nous avons vu des postures élitaires de gens qui cherchaient à se distinguer de la base. Des « érudits » qui voulaient guider le peuple. Des « guerriers » qui méprisent le tout-venant. Ainsi s'installe la hiérarchie dans des assemblées où on prône l'auto-organisation à grands renforts de mots ronflants.

Dans les mouvements sociaux, il existe des gens désintéressés. Il existe aussi des carriéristes qui se font la main histoire d'éprouver leurs capacités à manier les foules. Ce n'est pas nouveau : mai 68 a produit une flopée de manipulateurs professionnels.

Pendant que le fossé se creuse entre les discours sclérosés et la réalité, celui entre les moments de lutte et la vie ordinaire se comble : au travail comme dans les AG on retrouve les mêmes mécanismes de domination, le même désengagement, la même perte de sens.

Peut-être avez-vous assisté à ces assemblées, ou à d'autres similaires, et avez-vous une vision différente. Peut-être avez-vous fait des rencontres passionnantes, et c'est tout ce qu'on vous souhaite, parce que cette fonction de lien social, au moins, nous semble toujours là. Peut-être avez-vous éprouvé un sentiment de liberté, vous y êtes-vous investis avec passion. Peut-être avez-vous été séduits par des discours politiques, et vous ne serez pas les premiers : beaucoup d'entre nous sont issus des courants que nous critiquons ici.

Les mouvements sociaux doivent être l'occasion de s'émanciper et d'apprendre la démocratie. Il serait bon, dans la mesure du possible, qu'ils ne servent pas exclusivement de rite de passage pour les futurs dominants,

de stage pratique pour futurs DRH ni d'entraînement grandeur nature pour la police. Ils n'ont pas vocation à renforcer le camp adverse.

Nous réappropriier nos luttes requiert de ne pas nous illusionner nous-mêmes. Pour cela, nous devons préciser le projet d'une démocratie radicale, mais aussi mettre en commun nos expériences, mais aussi nous efforcer d'en parler sans fard.

Collectif Lieux communs, 12 février 2011

Compte-rendu de la réunion publique du mercredi 9 février

A propos du texte « La lutte à la croisée des chemins – Notes sur le mouvement social d'octobre 2010 »

Huit personnes étaient présentes dans la salle du « Tabac de la Bourse » du 11^e arrondissement de Paris. La réunion s'est déroulée de 20h à 22h00.

Le très petit nombre de personnes présentes et le fait que tous avaient lu le texte a orienté la soirée vers des discussions informelles, et provoqué l'annulation des exposées prévus (Rappel des principales thèses du texte mis en débat et Activités, critiques et auto-critiques du collectif).

Le milieu « radical »

La discussion a aussitôt porté sur la lecture faite de la « mouvance radicale » dans le texte, jugée un peu « dure », même si sur le fond aucun grand désaccord n'est apparu. Les échanges ont permis de débattre d'un certain nombre de points que le texte pouvait laisser vagues :

- La catégorie « petite-bourgeoise » est ainsi utilisée dans un sens sociologique, notamment en rapport avec le « capital culturel », et nullement péjorative en soi : elle ne peut l'être que pour ceux qui, tout en lui appartenant en plein, ne cessent de se revendiquer du « prolétariat ». Ainsi, les membres du collectif n'ont aucun mal à se reconnaître eux-mêmes comme d'origine « petite-bourgeoise ».

- Le milieu « radical » n'est bien entendu pas un ensemble homogène : il existe en son sein des individualités, voire des tendances moins caricaturales et plus ouvertes au dialogue. Reste que l'appréciation est aussi subjective et dépend des relations affectives que chacun a pu, ou peut encore, avoir avec certains de ses membres. Pour le collectif, le critère est celui de la capacité à porter des interrogations vis-à-vis de la réalité, et souvent d'une réalité vécue de près et non fantasmée ou idéologisée (pauvreté, banlieue, immigration, etc.). Les gens ordinaires, tellement méprisés, sont souvent bien plus « communistes » qu'eux, dans leur comportement quotidien ou même dans le bon sens qui ponctue leur discours... De ce point de vue-là, la rupture peut s'imposer tout naturellement, et sans drame.

- Au début du mouvement d'octobre, leur appel à l'assemblée de Gare de l'Est a pu jouer un rôle de « déclencheur » pour certains, le signal « qu'il se passe quelque chose » : leur posture d'avant-garde pourrait leur permettre en certaine circonstance de jouer le rôle de l'étincelle, à la façon du mouvement du 22 mars en Mai 68 ou de Bouazizi, qui s'est immolé en Tunisie, déclenchant le soulèvement. L'approche du collectif est plus pragmatique : l'accent doit être plutôt mis sur les conditions sociales et politiques qui permettent à certaines personnes, ou groupe, de jouer ce rôle. En Mai 68, ce qui se fait jour est tout un imaginaire tissé par des millions d'anonymes depuis des années, voire des décennies, en musique, en littérature, en politique, etc. Idem pour la Tunisie. Faire abstraction de telles réalités fondamentales conduit à une simple posture provocatrice largement contre-productive lorsque la situation n'y est pas favorable (Cf. la confusion totoflic pendant le mouvement, avec l'épisode du « ninja » qui a frappé un type qui lui-même tentait d'empêcher un casseur d'agir). Par ailleurs, les débordements des étudiants anglais, italiens cet automne ou grecs en décembre 2008 ne leur doivent strictement rien. Actuellement, le rôle de ce milieu est celui d'un repoussoir pur et simple qui propage une confusion intellectuelle délétère.

Le milieu radical semble également jouer un rôle de dérivatif auprès de personnes intéressées par les idées « d'ultra-gauche » : plutôt que de discuter de la réalité sociale et de la manière dont elle est vécue par les gens, les coteries du milieu occupent toutes les discussions. Le même mécanisme fonctionne en banlieue dont l'image se résume souvent à celle des « racailles », escamotant par là le quotidien vécu par l'écrasante majorité de la population.

L'évolution du milieu « radical » a été évoquée, des « totos » des années 1970-1980 aux « titis », la génération actuelle, moins intransigente, plus disparate, un peu plus ouverte aux points de vue divergents, même si cela ne va pas plus loin : il reste un fond anti-démocratique assumé, d'inspiration bordiguiste, qui ne permet pas de remettre en cause un hyper-activisme et un fonctionnement foncièrement hétéronome (cercle interne de décision).

Le mouvement social

La discussion s'est ensuite orientée sur le mouvement social proprement dit.

Parallèlement à la mainmise syndicale, deux tendances ont émergé : une structure en décrépitude, les « AG interpro », une impatience naïve et débile, les AG « titi » ou anomique. La question qui se pose est : pourquoi n'y a-t-il eu que ça ? Plusieurs facteurs explicatifs peuvent être avancés : la fin de la classe ouvrière ; une recomposition du rapport au travail ; et l'adhésion relative à la société telle qu'elle est, dont le crédit individuel est un élément important. Ces dynamiques sont là depuis l'après-guerre. Les attaques contre le monde du travail sont réelles : il y a une peur de la précarité.

Mais cette crainte comporte aussi un versant très subjectif : même dans le privé, il est possible de faire grève sans se faire virer, même si on n'est pas suivi de ses collègues. On observe la même intériorisation de la peur dans l'éducation nationale : le statut d'enseignant est certainement le plus protégé du monde, avec des syndicats très puissants, et une hiérarchie lointaine et ça n'empêche pas une poltronnerie spectaculaire. Bien sur, il existe des établissements où les rapports hiérarchiques sont très violents, mais c'est bien plus dû à une atomisation des équipes qui peut tout-à-fait être contre-carrée. C'est une question de volonté, aussi, même si ça ne suffit pas. Idem pour les crédits qui paralysent les gens : ils sont contractés, et pour une bonne part, sans nécessité « objective » : on connaît des salariés qui gagnent six fois le SMIC et qui refusent de faire grève pour des raisons financières...

Bien entendu, on ne peut pas dissocier l'offensive réelle de l'oligarchie politique et économique de la soumission de la population : les deux sont enchevêtrées. Mais l'idéologie de la vulgate marxiste et gauchiste met toujours l'accent sur la prédation des dominants, sinon sur les mécaniques aveugles du « Capital ». Comme on disait du temps de « Ras l'Front » : « Leurs avancées sont faites de nos reculs ».

Par exemple, la situation matérielle des ouvriers du XIXe était absolument terrible, et incomparablement pire de celle d'aujourd'hui : pourtant (parce que ?) il y avait des luttes très dures. De la même manière, l'offen-

sive thatchérienne des années 80 était impensable quelques années auparavant : c'est bien le délitement de la classe ouvrière qui a permis à la vague dite libérale de déferler, et pas le contraire.

Tout cela amène la discussion à la question du nouveau type anthropologique créé par la société contemporaine, dont l'escamotage de la volonté est une caractéristique. Nous vivons dans une situation où la provocation n'a plus prise les zazous sont aujourd'hui représenté par Lady Gaga... Autant l'esprit de discipline traditionnel était « facilement » attaquable, autant l'hédonisme libéral-libertaire actuel change radicalement la donne et oblige à un repositionnement politique important.

Positions générales

Le collectif est interrogé sur ses positions vis-à-vis de la « critique de la valeur », notamment celle défendue par le groupe allemand *Krisis*.

Il est répondu que nous nous retrouvons plus dans un héritage (celui de *Socialisme ou Barbarie*) qui a mis l'accent sur la question de la bureaucratization plutôt que sur celle du capitalisme, autrement dit, sur l'aspect politique et « anthropologique » plutôt que strictement économique. Postérieurement, et plus généralement, nous enchâssons l'économique dans le culturel : la fixation sur la valeur, justement, sur la production, sur la richesse nous semble un trait culturel engendré par la formation de la classe bourgeoise depuis le haut moyen-âge. Concrètement, c'est en vertu de ces positions que nous avons formulé durant le mouvement le slogan « Egalité des revenus », afin de sortir de cet univers mental en rompant avec la course aux revenus qui oriente toute la vie sociale et même existentielle.

Le collectif est ensuite interrogé sur la question de l'anticipation de la société telle qu'on la souhaite.

Il est répondu qu'en fonction de la réponse précédente, nous avons rompu avec toute la mythologie economiciste et technophile qui remonte jusqu'à Marx, qui appartient à l'univers capitaliste (Cf. Rosanvallon par exemple dans *Le capitalisme utopique* sur le noyau commun des projets libéral et marxiste) dessinant une société future nécessairement meilleur et surtout paradisiaque, transparente et sans conflit. Mais surtout, au terme d'

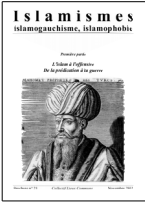
« anticipation », nous préférons celui de projet : la question « quelle société est en train de se dessiner ? » ne peut aujourd'hui plus être confondue avec « quelle société voulons-nous ? ». Le marxisme ne nous semble toujours pas sorti de cette contradiction. Le débat sera serré à ce propos, nos aimables interlocuteurs s'arc-boutant sur une exégèse de la *Critique du Programme de Gotha*. Formuler ce qu'on veut est un pas crucial dans la recherche de ce qui, dans la société actuelle, pourrait aller dans le sens d'une autonomie collective et individuelle.

La question de la pénurie

Une critique du texte est formulée : on y retrouverait, dans la partie consacrée à la pénurie de pétrole esquissée au mois d'octobre, des accents primitivistes (de type « *Pièces et Main d'Oeuvre* ») où la débrouille est la source de la révolution et la rencontre sociale opérée à cette occasion serait une perspective paradisiaque.

Il est répondu que tout au contraire, l'horizon de frugalité qui est de toute façon le nôtre n'est en rien un paradis : les réflexes de gaspillage et d'opulence qui sont amenés à disparaître sont profondément ancrés, sans parler de la dépendance quasi toxicomaniaque à la consommation en tant que telle.

La réunion est close à 22h.



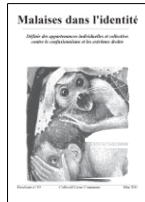
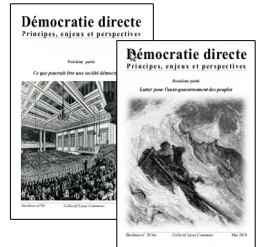
Islamismes, islamogauchisme, islamophobie
L'islam à l'offensive

Tract, entretien, recension, exposés, analyse
Brochures n°21 & 21 bis – Nov. 2015 – Août 2016



Démocratie directe – Projet, enjeux et perspectives

Tract, analyses.
Brochures n° 20, 20 bis & 20 ter
Avril 2013 – Mai 2014 – Janvier 2015



Malaises dans l'identité
Définir des appartenances individuelles et collectives contre le confusionnisme et les extrêmes droites

Analyses, tracts, appel, polémique.
Brochure n° 19 – Mai 2012



Le mouvement grec pour la démocratie directe
du printemps 2011

Témoignages, entretiens, analyses, documents.
Brochure n° 18 & 18 bis – Sept.- Oct. 2011



Les soulèvements arabes face au vide occidental
L'exemple tunisien

Témoignages, entretiens, analyses.
Brochure n° 17 & 17 bis – Avril-Mai 2011



Octobre 2010, une lutte à la croisée des chemins
Retour sur le mouvement contre la réforme des retraites

Déclaration

Nous assistons dans notre quotidien, dans la rue, au travail, à un effondrement progressif de tout ce qui donne sens à notre vie. Face à cette *montée de l'insignifiance*, comme beaucoup nous ne pouvons vivre que par l'espoir qu'il est possible de changer le cours des choses.

Cette course dévastatrice est menée par une minorité régnante n'agissant que pour l'obsession de l'accumulation, de la domination et de la puissance. Les « démocraties représentatives », et les révoltes actuelles mènent à des impasses. Seul un *réveil des populations* et leur engagement pour un monde viable et décent pourra poser les réels problèmes qui les traversent. Vouloir la liberté aujourd'hui, c'est vouloir une rupture claire menée par l'ensemble de la population : une *auto-transformation de la société*.

Nous voulons une véritable démocratie, exercée par les peuples où les gens décident eux-mêmes de la direction et du fonctionnement de leurs sociétés. Cela implique un individu capable de respecter, d'interroger, de critiquer et de créer aussi bien les règles communes que les siennes propres. Il ne s'agit pas de rêver à un paradis, mais de faire advenir une civilisation digne, libre et responsable. Nous voulons donc une société qui pose explicitement et lucidement ses propres limites, qui rompe ainsi clairement avec l'idéologie dominante. Il y a d'abord à se réapproprier de manière critique des attitudes propres aux régions dites « sous-développées » : solidarité, don, entraide, convivialité, hospitalité, honnêteté, qui sont l'essence d'une société digne.

Un certain nombre de mesures s'imposent pour vivre la *prudence* dans le domaine techno-scientifique, la *frugalité* dans la consommation, et la *sagesse* dans les affaires publiques. Il n'est ainsi possible d'entraver la soif du pouvoir qu'en organisant toutes les institutions autour d'*assemblées souveraines*, de mandats révocables et de rotation des tâches. Et on ne peut se débarrasser de la recherche illimitée de profit qu'en établissant ensemble une *égalité stricte des revenus*, et une *redéfinition collective des besoins*. Rien de tout cela n'est naturel, ni inéluctable, ni surtout impossible : de telles ruptures sont déjà survenues dans l'histoire.

Nous nous inscrivons dans ce projet d'autonomie issu des siècles de luttes collectives qui refusèrent un ordre imposé par une autorité extérieure inaccessible : Traditions, Dieux, Nature, Science, Marché ou Parti. Né dans la Grèce antique et réinventé en occident, il fut incarné par la Renaissance, les Lumières, la révolution française, le mouvement ouvrier, les conflits de décolonisation, puis les combats des femmes, des jeunes, des minorités et des écologistes. Ce projet d'égalité et de justice est aujourd'hui *moribond*, piétiné au profit de l'autre création historique de l'occident, la *délirante rationalité instrumentale* étendue à tous les domaines de la vie.

L'objet de notre collectif est que ce projet (re)devienne un véritable projet de civilisation. Notre besoin est pressant d'une intelligence collective capable de réflexion théorique, de parole publique comme d'intervention pratique. Les forces capables de le porter sont encore dispersées et souvent s'ignorent elles-mêmes. Notre recherche d'autonomie individuelle et collective n'a de sens que dans une pratique concrète sans cesse recommencée, inscrite dans la vie ordinaire, une progression à tâtons.

Peu de gens se souviennent du mouvement social d'octobre 2010. Et pour cause : massif, mais timoré ; unitaire, mais résigné ; triomphaliste, mais vaincu, il condense l'impuissance contemporaine face aux menées oligarchiques.

Il semble ainsi marquer la fin des "mouvements sociaux" tels que nous les avons connus depuis 1995 – mouvements-veto massifs visant le *statu quo*. Car le cadre général de nos sociétés occidentales est en train de changer, et d'abord et avant tout par le surgissement récent mais implacable des limites physiques de la planète. Celui-ci sape radicalement toutes les bases des dogmes dits "de Gauche" : la croissance infinie, l'État-providence, la redistribution dans l'abondance, la société de consommation. Deux discours se croisent alors sans se rencontrer : celui qui veut poursuivre le rêve du Paradis Socialiste, et pour qui l'oligarchie mondiale reste le premier ennemi, et celui qui constate l'urgence à cesser l'épuisement des ressources naturelles et à changer de mode de vie.

Voilà bien la croisée des chemins, historique, qui semble mettre un terme aux visées d'émancipation sociale, a moins de chercher à repenser la situation à nouveaux frais. C'est ce à quoi s'emploient ces quelques pages réunissant analyses, compte-rendus et tracts, qui soulèvent de multiples questions sur les dynamiques mortifères qui traversent nos sociétés contemporaines, la place de la vieillesse dans un monde déshumanisé ; le sens et la centralité du travail aujourd'hui ; l'attachement à la hiérarchie des revenus ; le rôle des syndicats, des collectifs "radicaux" ou des lycéens de banlieue ; le but et la tenue des assemblées générales ; etc.

Repenser l'héritage du mouvement ouvrier, en reprendre les exigences d'égalité économique et de démocratie directe, envisager une redéfinition collective des besoins : tel est, pour nous, le minimum requis pour affronter les enjeux de l'époque, tels est ce que ce mouvement n'a su concevoir. Reste à savoir pourquoi, mais surtout comment, face à l'inévitable dégradation des conditions de vie, les révoltes à venir pourraient redonner un sens à l'aventure humaine.

Lieux Communs est un collectif politique indépendant qui vise à une auto-transformation radicale de la société.

Lieuxcommuns@gmx.fr – www.collectiflieuxcommuns.fr